

COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE



L'importance du pétrole dans la stratégie de puissance des Etats-Unis

Mémoire de géopolitique

LCL Didi Toufik

Dans le cadre du séminaire « Géopolitique et économie »

Directeur de recherche : Mr. Christian Harbulot

2005 - 2006

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Fiche de lecture concernant l'ouvrage de Richard Nixon, « La Vraie Guerre »
2. DIVD1LCL-Didi.doc
3. LCL Didi Toufik (Armée de terre tunisienne)
4. Le 11 avril 2006-04-11
5. Division D – Groupe 1
6. Fiche de lecture
7. Résumé :

Il s'agit d'un ouvrage dans lequel le président Richard Nixon donne sa vision du monde et du combat que l'occident mène contre le communisme qu'il qualifie d'une « véritable troisième guerre mondiale ». C'est un manifeste destiné aux responsables américains pour les sensibiliser sur la gravité de la situation géostratégique des Etats-Unis pendant la guerre froide et pour leur montrer le chemin de la victoire dans ce combat acharné contre l'avancée du communisme dans le monde.

Table des matières

Sommaire

Introduction

I - L'histoire du pétrole et son importance pour les Etats-Unis

11- L'apparition du pétrole comme principale source d'énergie aux E.U

12- L'importance du pétrole dans le tissu économique américain

13- Les Etats-Unis et les guerres secrètes du pétrole

II - L'importance du pétrole dans la stratégie de puissance des Etats-Unis

21- Les fondements de la puissance américaine

22- Les américains ont-ils une stratégie de puissance ?

23- Le pétrole, au cœur de la stratégie de puissance américaine

III - Les nouvelles stratégies américaines pour le pétrole

31- Les Etats-Unis, le pétrole et les guerres du Golfe

32- Le pétrole et la nouvelle stratégie américaine en Asie centrale et en Afrique

33- Les priorités de la politique énergétique américaine au début 21^{ème} siècle

Conclusion

Bibliographie

Introduction

L'homme s'est aperçu de l'existence du pétrole depuis l'antiquité mais c'est aux Etats-Unis que ce produit a eu ses titres de noblesse. En effet, c'est bien aux Etats-Unis, au milieu du 19^{ème} siècle que le pétrole a eu ses premières utilisations industrielles et commerciales. Depuis il est devenu le « sang de notre civilisation ». Sans lui, les moteurs des bateaux, des avions de guerre ou de commerce, des blindés et des voitures particulières, s'arrêtent ; plus d'huile ni de graisses pour les rouages ; plus de caoutchouc synthétique pour les pneus, plus de plexiglas pour les cockpits des avions, de glaces pour les automobiles. Napalm, T.N.T., nylon, tergal, , insecticide, engrais chimiques, carrosserie, assiettes, tuyaux d'arrosage, crème de beauté, table de jardin, nappe pour la table, vernis, fleurs artificielles, toitures , rideaux, rouge à lèvres, noir pour les yeux, vernis à ongle, sous-vêtement, lessive, éponge, cuvette, brosse à dents, cire, encre d'imprimerie, asphalte, paraffine, films : près de 300 000 produits divers sont tirés du pétrole. C'est pourquoi pour un pays comme les Etats-Unis où les citoyens ne sont pas prêts à faire une seule concession lorsqu'il s'agit de leur confort et de leur mode de vie, le pétrole est un produit hautement stratégique. Ce pays consomme 25% du pétrole extrait dans le monde chaque année. C'est un produit vital pour son économie.

Les Etats-Unis sont depuis la fin du XIX^{ème} siècle une puissance mondiale et depuis la fin du XX^{ème} siècle la seule puissance qui domine le monde. Ils ont pu construire un pays de rêve au cours d'une extraordinaire épopée et une formidable montée en puissance d'une économie libérale, un phénomène que Gérard Dorel¹ appelle : « *le triomphe de la puissance douce qui imprègne le monde entier du genre de vie américain* ». Cette puissance s'appuie sur des facteurs géographiques, politiques, économiques, démographiques, militaires et culturels. Les américains ont eu de tous les temps une politique extérieure soucieuse de créer et de préserver cette puissance. En effet, La politique extérieure des Etats-Unis s'est toujours employée à servir les intérêts de cette puissance en ayant recours parfois à des méthodes qui peuvent paraître choquantes. Mais devant la protection de leurs intérêts vitaux, de leurs valeurs et de leur modèle social, toutes les politiques sont « *acceptables* » et toutes les stratégies sont « *pertinentes* ».

La question qui se pose donc, est d'essayer dévaluer l'importance du pétrole au sein cette stratégie globale de puissance. Quelle est la place du pétrole dans la politique étrangère des Etats-Unis ? quelle importance les dirigeants américains donnent - t - ils au pétrole ? y a-

¹ DOREL Gérard, professeur à l'Université Paris I, Inspecteur Général de l'Education Nationale en France.

t-il un lien entre le pétrole et les campagnes militaires américaines ? quelle sera la stratégie énergétique des Etats-Unis dans un monde qui devient de plus en plus hostile à leurs égards ? Cet essai tentera d'apporter des réponses à toutes ces questions en s'appuyant sur l'histoire du pétrole dans ce pays et sur les différents aspects des politiques menées par les locataires de la Maison Blanche au cours du XX^{ème} siècle.

Une première partie sera donc consacrée à l'histoire du pétrole aux Etats-Unis, l'importance du pétrole dans le tissu économique américain et aux guerres secrètes que se sont livrés les puissances mondiales pour le contrôle des sources de l'or noir.

Une deuxième partie s'intéressera au concept de puissance américaine et à la place qu'occupe le pétrole dans la stratégie des Etats-Unis pour conserver leur leadership sur le monde.

Une troisième et dernière partie s'intéressera à la manière dont les Etats-Unis entendent agir pour préserver leur intérêts énergétiques dans le Golfe persique, en Asie Centrale et Afrique et enfin leurs priorités au début XXI^{ème} siècle.

I - L'histoire du pétrole et son importance pour les Etats-Unis

L'apparition du pétrole comme source d'énergie a complètement métamorphosé les données géopolitiques, économiques et industrielles dans le monde. Cette énergie emprisonnée dans les couches fossiles de la terre s'est avérée dès son apparition comme un excellent combustible pour les moteurs de machines de tous genres qui ont fait leur apparition avec la révolution industrielle à partir du 18^{ème} siècle. La première partie de cet essai se propose de revenir sur l'extraordinaire épopée du pétrole dans le pays qui l'a vu naître : les Etats-Unis d'Amérique.

11- L'apparition du pétrole comme principale source d'énergie aux E.U

La majorité des définitions s'accordent à dire que le pétrole est un liquide combustible sortant de gisements souterrains, en terre ou en mer, composé d'hydrocarbures soit de molécules ou atomes d'hydrogène et de carbone combinés de façon variable. Le gaz naturel, les bitumes et les asphaltes sont également considérés comme des hydrocarbures. Les véritables raisons de son origine n'ont pas été expliquées de façon tout à fait certaine. On admet en général qu'il provient de débris d'algues, résidus de faune marine dans des conditions spécifiques de sédimentation. Le pétrole est en réalité connu depuis l'Antiquité où on le trouvait en affleurement sous forme bitumineuse et où on l'utilisait pour des feux grégeois, le calfatage de navires ou comme ciment dans le bâtiment notamment à Babylone. Il se forme dans des roches dites " roches mères " et ne se présente évidemment pas sous forme de " nappes " mais contenu dans la roche à des degrés différents de porosité et de capillarité après migration vers des roches " réservoirs " dans lesquelles il s'est trouvé piégé. C'est donc l'objet de la prospection pétrolière de le découvrir.

Depuis le début du 19^{ème} siècle, les Etats-Unis ont toujours été grands producteurs de charbon, ce qui a contribué à leur développement économique et continue de constituer une source d'énergie importante dans ce pays. Mais, le 27 Août 1859, dans une petite ville nommée Titusville en Pennsylvanie, le « Colonel » Edwin Drake forait le premier puits producteur de pétrole, annonçant une ère nouvelle, celle des hydrocarbures qui représentent aujourd'hui plus de 60% de l'énergie consommée dans le monde.

C'est donc aux Etats-Unis que prit naissance l'industrie pétrolière, et c'est ce qui explique que ses pratiques, les concepts juridiques, les définitions techniques et même les mesures et le langage utilisés en la matière sont, aujourd'hui encore, d'origine américaine.

La découverte de Titusville provoqua un fait économique sans précédent. En effet, la fièvre s'empara des spéculateurs qui se transformèrent pour l'occasion en prospecteurs et ce fut une nouvelle ruée vers l'or, un or d'une autre odeur et d'une autre couleur : l'or noir. Cette activité eut lieu de manière anarchique en l'absence de normes juridiques adaptées à cette nouvelle industrie. La seule norme qui existait concernait le système des « leases » c'est-à-dire le paiement d'une « royalty » (une rente) au propriétaire du sol qui, selon la loi américaine, possède également le sous-sol.

Le nombre des compagnies pétrolières explosa. Leur nombre dépassa les quatre cent dont trois cents à New York seulement, les puits forés se multiplièrent et les nombreux gisements s'épuisèrent rapidement car leurs propriétaires avaient hâte de convertir le pétrole en dollars. Cette situation initiale et cet engouement répondaient aussi à un besoin économique, c'est-à-dire l'éclairage car le pétrole permettait de fournir de la lumière à bas prix. C'est ainsi qu'une puissante industrie pétrolière se mit en place aux Etats-Unis alors que petit à petit émergèrent les grands prédateurs qui mirent fin à l'anarchie des petits producteurs et constituèrent de grands empires pétroliers lesquels produisaient, raffinaient, transportaient et vendaient leur production non seulement aux Etats-Unis mais à l'étranger.

C'est ainsi qu'apparut un homme dont le nom résume cette époque, celui de John D. Rockefeller et celui de sa Standard Oil qui, dès 1880, détient 75% des raffineries et 90% des oléoducs et va assurer jusqu'à 95% du marché mondial². Dans le même temps, en Europe le hollandais Henry Deterding développa la Royal Dutch à partir de productions de pétrole en Indonésie.

Avant la première guerre mondiale, les Etats qui étaient jusque là complètement absents, commencèrent à s'intéresser à cette nouvelle énergie surtout lorsque ils se sont aperçus qu'elle est liquide, facilement transportable et pouvant servir à alimenter les moteurs de bateaux de guerre et des véhicules de la logistique militaire. C'est dans ce cadre qu'en Iran, l'Anglo-Persian qui deviendra plus tard la British Petroleum (BP) fut contrôlée par le Gouvernement britannique. En effet, avec l'éclatement de la « Grande Guerre », le pétrole acquit une importance toute particulière avec l'invention des avions, des sous-marins et la modernisation des chars de combat. Le remplacement du charbon par le pétrole pour certains navires de guerre, conduit certaines puissances maritimes et notamment en Angleterre à essayer de contrôler l'activité pétrolière des sociétés. En 1917, Winston Churchill prenait pour l'Amirauté anglaise 56% des actions de l'Anglo Persian.

² Données de l'Encyclopédie Universalis 2005.

Aux Etats-Unis, la Standard Oil accroît sa production et devient tellement puissante et indispensable au point que le 10 Août 1918 une loi soustrait ces exportations à l'application des lois anti-trust. Il est à noter, à ce propos que dans le pays de la libre entreprise et de l'économie de marché, les relations entre les grandes sociétés et l'Etat sont permanentes et que bien souvent les financiers dirigeants ces sociétés se retrouvent à la tête de l'administration gouvernementale. Il est à noter également que, si leurs intérêts divergent parfois, en règle générale les grandes compagnies et le gouvernement se soutiennent lorsqu'il s'agit de l'étranger et des intérêts du pays. La politique internationale des Etats-Unis reste marquée par cette collaboration même s'il ne s'agit pas de la symbiose qui existe ou a existé dans d'autres pays, notamment en France et en Grande Bretagne. C'est ainsi que dès 1919, Washington a appuyé les efforts des grands groupes pétroliers pour s'implanter au Moyen Orient où l'Angleterre régnait en maître. En Irak, les sociétés américaines s'introduisaient de la sorte dans la nouvelle Irak Petroleum Company avec 23,75% avec Royal Dutch Shell, Anglo-Persian et la toute nouvelle Compagnie Française des Pétroles qui devait, bien plus tard, devenir Total. Mais c'est en Arabie Saoudite qu'eut lieu le triomphe américain le plus spectaculaire avec l'octroi d'une immense concession en 1933 à la Standard Oil de Californie (SOCAL) qui constituera, plus tard avec la Texaco la fameuse Aramco (Société Américano-saoudienne de pétrole qui existe toujours sous le même nom.

A l'aube de la Seconde Guerre Mondiale, la politique officielle des Etats-Unis semblait signifier « au lieu d'exploiter nos réserves rapidement, nous devons soit tirer de plus en plus de pétrole des pays étrangers, soit réduire notre consommation ». Washington et la Standard Oil marchent la main dans la main. Le pétrole ne semble pas avoir de responsabilité dans le déclenchement de la guerre quoi qu'en 1941 ce soit l'embargo sur l'approvisionnement du Japon qui sera déterminant pour lancer ce pays contre les Etats-Unis ainsi que l'a rappelé Winston Churchill « *les Japonais n'avaient d'autre issue* ». L'énergie pétrolière allait jouer dans cette conflagration mondiale un rôle essentiel par l'emploi massif par les puissances combattantes des chars, des avions, des bâtiments de guerre et des sous-marins. La supériorité en la matière des Alliés était immense et ni les Allemands au Caucase, ni les Japonais en Insulinde ne purent atteindre les champs pétroliers tandis que la guerre sous-marine qui exigeait beaucoup de carburant n'est pas arrivée à stopper le ravitaillement des armées alliées par les Etats-Unis. En effet, A la veille du deuxième conflit mondial, les Etats-Unis restent de très loin la première puissance pétrolière du monde. Avec plus de 160 millions de tonnes, ils produisent 60 % du brut extrait du sous-sol de la planète, auxquels s'ajoutent les 12 % produits à l'étranger par des compagnies américaines. La plus importante,

la Standard Oil du New Jersey produit à elle seule 41 millions de tonnes, soit 15 % du pétrole mondial. Elle de 8 000 km d'oléoducs et d'une flotte de 200 pétroliers. A la fin de la guerre la prise de conscience de l'importance tous azimuts du pétrole devenait un facteur essentiel de la politique des Etats. Le boom économique, la reconstruction de l'Europe et l'essor de l'industrie des moteurs à explosion ont fait du pétrole une matière stratégique de premier ordre. Commence alors une guerre d'intérêts entre pays dominateurs possédant la technologie de recherche et d'extraction et pays possédant la richesse pétrolière.

Le contrôle du marché passe progressivement dans les mains des pays producteurs de pétrole. Afin de favoriser le développement de la consommation de pétrole, en s'appuyant sur la production des gisements du Moyen-Orient à coût d'exploitation très bas, les compagnies pétrolières baissent le prix du pétrole. Pour s'opposer à cette baisse, cinq pays, l'Arabie Saoudite, l'Irak, l'Iran, le Koweït et le Venezuela, créent l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP) en 1960.

En 1973, à l'occasion de la guerre arabo israélienne le monde fut sévèrement secoué par la décision des pays arabes d'arrêter leurs livraisons de pétroles aux pays occidentaux en un premier temps puis d'élever les prix en un deuxième temps. Cet incident a provoqué un choc et une prise de conscience chez les occidentaux de la valeur de cette matière pour leur économie.

Les sociétés pétrolières assurèrent cependant l'approvisionnement jusqu'au second choc pétrolier survenu en 1979 après le détronement du Shah d'Iran et l'arrivée au pouvoir de l'ayatollah Khomeiny. Ce fut l'occasion d'une nouvelle restriction de l'offre pétrolière et de nouvelles augmentations des prix du brut qui monta jusqu'à US \$ 40.00 le baril.

Toutefois, le marché qui était resté un marché de vendeurs se retourna progressivement vers 1982-1983 pour devenir un marché d'acheteurs en raison de l'exploitation de nouveaux champs pétroliers dans des zones non OPEP, comme la mer du Nord ou le Mexique, les économies d'énergie dans les pays consommateurs, la construction d'usines de production d'électricité à partir d'autres formes d'énergie comme le nucléaire.

Pour éviter un effondrement des prix, les pays OPEP instaurent des quotas de production qui sont progressivement réduits. Mais, en 1985, c'est de 75% que l'Arabie doit diminuer sa production (par rapport à 1979) pour éviter la chute des cours. Face à cette situation, le royaume lance une guerre des prix pour reprendre des parts de marché. Malgré cela, le prix du pétrole s'effondre, passant de 25 dollars le baril en janvier 1986 à moins de 10 dollars le baril en juillet.

Depuis 1986, le prix du pétrole semble fondamentalement dépendre de la loi de l'offre

et de la demande. Les variations sont importantes : à peine 10 dollars par baril en 1986 ou en 1998, plus de 30 dollars pendant la guerre du Golfe ou à l'été 2000 et il a frôlé les 70 dollars en 2005. L'offre et la demande jouent un rôle fondamental, mais l'action de l'OPEP est également déterminante. Mais le dernier épisode de la guerre du Golfe et la crainte d'une pénurie ont encore une fois flambé le cours qui a atteint les 70 dollars donnant un coup d'arrêt à la croissance économique mondiale.

Il est, à ce sujet, intéressant de noter l'origine pétrolière de la crise qui a amenée la guerre du Golfe : débiteur de 40 milliards de dollars prêtés par les pays arabes pour la guerre sanglante de huit ans contre l'Iran, l'Irak estimant que s'étant battu seul pour défendre l'Arabie contre les Chiites perses, on devait lui remettre sa dette ce que refusa nettement le Koweït, qui augmenta, de plus, sa production et donc faisant baisser le prix du brut alors que l'Irak souhaitait vendre le sien aussi cher que possible pour reconstituer ses finances. (1 \$ de moins au baril signifiait pour l'Irak une perte de 1 milliard de dollars par an, le prix du brut étant alors descendu à 12 dollars, cela signifiait une perte de 6 à 7 milliards de dollars par an pour l'Irak). Est-il utile de préciser que ce n'est sans doute pas sans le conseil intéressé des Etats Unis que le Koweït prit cette position?

12- L'importance du pétrole dans le tissu économique américain

L'économie américaine est la plus puissante du monde. Elle a donc besoin de beaucoup d'énergie. De même que l'invention de la machine à vapeur avait provoqué le boom charbonnier, celle du moteur à essence et du diesel suscite, au début du XX^e siècle, une formidable expansion du marché des hydrocarbures. Outre l'immensité du territoire, la forte croissance d'une population continûment nourrie de sang neuf, la souplesse et le dynamisme du capitalisme américain, ce pays détient d'énormes réserves, aisément exploitables et réparties sur une bonne partie du territoire du pays : de la Pennsylvanie à l'Ohio, de l'Oklahoma au Tennessee, de la Louisiane à la Californie, le gigantesque réservoir texan. L'essor de l'industrie automobile et l'emploi généralisé du moteur Diesel vont donner une impulsion décisive à la production pétrolière.

A l'issue de la seconde guerre mondiale et le boom économique des trente glorieuses le pétrole est devenue une denrée stratégique de premier ordre. En plus de son rôle de combustible pour les engins de transport, il est devenu une matière première de base qui fournit grâce à la pétrochimie une gamme de produits dont le plus connu est le plastique utilisé dans d'innombrables industries. De plus avec les dérivés du pétrole, on fabrique également certains produits de pharmacie, de la parfumerie, les cosmétiques, les disques, le

caoutchouc, les engrais, les solvants, les détergents, les fibres synthétiques, les insecticides et les explosifs. En 1970, les cinq sociétés pétrolières américaines : EXXON, , TEXACO, MOBIL, GULF, SOCAL, sont parmi les quinze plus importantes entreprises du monde. Une analyse de la situation énergétique actuelle des Etats-Unis montre l'importance du pétrole dans le tissu économique de ce pays :

* Une production pétrolière très importante de 350 millions de tonnes/an soit environ 7 millions de barils/jour qui met les Etats-Unis au troisième rang des producteurs mondiaux, mais obtenue par un très grand nombre de puits à très faible productivité et une majorité de gisements en déclin, les réserves actuelles se situant à environ 8 à 9 ans de production, les nouvelles découvertes permettant de maintenir, bien que difficilement, ce ratio.

* Une consommation d'énergie primaire de 2 350 millions de tep³ dont : 950 millions de tep de pétrole brut et produits pétroliers.

* En conséquence, une dépendance croissante des importations pétrolières dont la part la plus importante vient des pays américains Venezuela, Mexique et Canada mais où le pourcentage du Moyen Orient se situe à 25% et l'Afrique à 16%.

* Une demande mondiale en augmentation permanente notamment des pays nouvellement industrialisés et particulièrement de la Chine dont la consommation en accroissement annuel de plus de 3,4% rejoindra celle des Etats-Unis à l'horizon 2025-2030, aggravera la situation de la demande américaine en pétrole.

* Une capacité de raffinage insuffisante et un parc de raffineries vieillissant faute d'investissements importants pour le rénover et en augmenter la capacité.

La répartition de cette consommation d'énergie est la suivante :

- Industrie et Agriculture : 38%
- Transports : 26%
- Usages commerciaux : 24%
- Usages résidentiels : 12%

Il faut toutefois noter que le transport automobile à lui seul représente 590 millions de tep soit 63% de la consommation de pétrole c'est-à-dire plus que la quantité des importations.

Les projections à l'horizon 2015 montrent que le pourcentage des importations de pétrole par rapport à la consommation qui est aujourd'hui d'environ 54%, passera selon les projections à 60%, cette augmentation étant due non seulement aux besoins des transports pour lesquels aucune solution de rechange au niveau industriel n'est prévue mais aussi à l'augmentation des besoins d'hydrocarbure pour la production d'électricité (à noter que les Etats-Unis

³ Tep : Tonne pétrole = 7 ,3 barils

consomment 28% de l'électricité produite dans le monde). Cette situation provoque donc une dépendance exponentielle vis-à-vis des importations de pétrole.

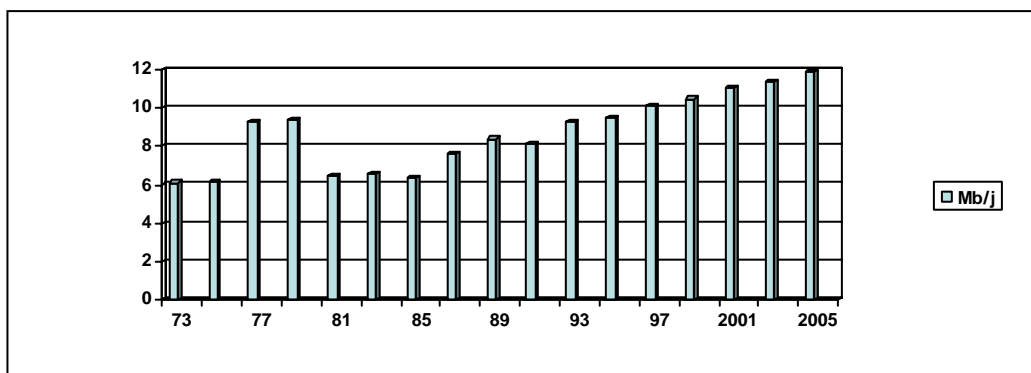
Les importations américaines depuis 1973

Le graphique suivant montre l'évolution des importations et de la production pétrolières américaines depuis 1973. La première tendance lourde est la croissance de la part du pétrole importé dans la satisfaction de la demande totale, aux dépens de la production interne. Toutefois, c'est principalement sur la période 1985-97 que s'est manifesté ce mouvement. Il convient donc d'analyser plus finement les différentes phases d'évolution sur l'ensemble de la période.

Trois phases principales

La période qui suit immédiatement le premier choc pétrolier voit les importations s'envoler et la production domestique chuter. Cette évolution paradoxale — une forte hausse des prix est logiquement favorable à une tendance inverse — s'explique par l'instauration, en 1974, d'un système complexe de péréquation des coûts d'approvisionnement des raffineurs américains revenant, de fait, à subventionner les importations. L'objectif était de protéger les raffineurs ne pouvant s'approvisionner en pétrole domestique contre la surenchère de la part des producteurs de l'OPEP, le prix du pétrole domestique étant plafonné. Mais ce mécanisme, imposé par le Sénat, fonctionna de manière très perverse puisqu'il brouilla le « message » normalement transmis aux agents économiques par une hausse brutale des prix, sans parvenir à alléger la facture énergétique globale pour l'économie nationale.

Importations et production pétrolières américaines,



La seconde phase va de 1977-78 à 1985. Trois effets se combinent au cours de cette période, qui entraînent une chute des importations pétrolières : la libéralisation totale des prix pétroliers par l'administration Reagan, qui aligne les prix intérieurs sur les cours mondiaux ; la

manifestation de l'effet-prix des deux chocs pétroliers cumulés ; enfin, l'effet dépressif sur la demande pétrolière de la récession économique du début des années 1980 — notons qu'entre 1977 et 1983, la production domestique étant pratiquement stable, la demande intérieure évolue conformément aux importations nettes, soit une chute de presque 4 mb/j.

La troisième phase, engagée en 1985, voit les importations croître de manière quasi régulière et la production domestique suivre l'évolution inverse. En 1996, pour la première fois, les importations nettes ont représenté plus de 50 % de la demande intérieure. Cette troisième phase mérite une analyse et une explication plus détaillées.

La croissance des importations et du taux de dépendance pétrolière des États-Unis depuis 1985 ne s'explique pas par une volonté de préserver les réserves domestiques (par exemple pour assurer l'avenir, ou comme réserve stratégique naturelle) en s'approvisionnant prioritairement à l'extérieur. C'est la chute des cours mondiaux, puis leur maintien à un niveau relativement bas, qui est à l'origine de ce mouvement de substitution. De même, la baisse régulière de la production domestique doit être comprise économiquement : il existe toujours un coût auquel elle pourrait être maintenue, mais celui-ci est incompatible avec le niveau des cours mondiaux. La baisse de la production américaine, comme dans toute province pétrolière, est due au renchérissement du pétrole produit plus qu'à son épuisement physique : la raréfaction est un concept économique.

Si l'on décompose la période 1985-97, on distingue à nouveau trois phases. De 1985 à 1989, le niveau des cours mondiaux et la croissance économique américaine se conjuguent pour entraîner une forte augmentation des importations. Puis le cycle économique commence à se retourner : la croissance est moins forte et la crise du Golfe vient accélérer le mouvement en précipitant une récession mondiale. Pendant les quelques mois qui séparent l'invasion du Koweït du déclenchement des opérations militaires coalisées, les cours s'envolent. Le graphique rend bien compte de cette phase conjuguant dépression économique et mini choc pétrolier : les importations fléchissent alors que la production domestique se redresse.

La troisième phase correspond au retour à des niveaux de prix compris entre 15 et 18 \$, et surtout à la reprise de la croissance économique, phase qui dure encore en 1998 — la récente chute des cours nettement en dessous de 15 \$, et l'absence de signes de retournement du cycle américain, ne laissent pas présager d'une prochaine stabilisation des importations pétrolières. Notons qu'entre 1991 et 1997, les importations augmentent selon un rythme inférieur à la période 1985-89. Ceci peut s'expliquer par les progrès technologiques importants dans l'exploration-production qui, à partir du début des années 1990, permettent des gains de coûts considérables dans certaines provinces américaines (notamment le Golfe du Mexique), ainsi

que de nouvelles découvertes. D'autre part, cette phase de croissance est surtout le fait de secteurs d'activité très peu intensifs en énergie, notamment l'informatique, les nouvelles technologies et les services.

Géographie de l'approvisionnement pétrolier américain depuis 1973

Le Golfe Persique est, pour les États-Unis, le fournisseur « marginal », au sens donné à ce terme par les économistes : son pétrole vient combler la demande que ne peuvent satisfaire, au cours en vigueur, les autres sources. Cette situation est contraire à ce que suggérerait la théorie économique : ce sont les exportateurs dont les coûts de production sont les plus *élevés* qui devraient faire office de fournisseurs marginaux. Ce paradoxe s'explique par la politique des producteurs du Golfe (essentiellement de l'Arabie Saoudite), qui offrent moins de leur pétrole que ne pourrait en absorber le marché, afin de soutenir le cours mondial. Fournisseur marginal, les producteurs du Golfe ne sont pas condamnés à la passivité : leurs capacités inutilisées et leurs coûts de production leur donnent la possibilité de reconquérir leur part de marché aux États-Unis. Ce faisant, ils favorisent la hausse des importations totales américaines et maintiennent une pression à la baisse sur le cours mondial.

Il existe donc une relation directe entre les politiques pétrolières des États du Golfe, le prix mondial du pétrole, le niveau des importations américaines, et la part du Golfe dans ces importations. La rupture de 1985, date à laquelle l'Arabie Saoudite décide d'augmenter brutalement sa production afin de reconquérir sa part de marché, précipitant la chute des cours et favorisant la croissance des importations américaines, ainsi que la remontée de la part et du volume du Golfe dans ces importations, illustre clairement cette relation.

Mais à partir du début des années 1990, le rôle de fournisseur marginal ne profite pas au Golfe. Les autres gros fournisseurs des États-Unis (Venezuela, Mexique et Canada) accélèrent la croissance de leurs productions et de leurs exportations, à la faveur de politiques volontaristes et de la vague de progrès technologiques dans l'exploration-production. Parallèlement, la croissance des importations américaines se poursuit, à partir de 1991, sur un rythme inférieur à la période 1985-89. Mécaniquement, le pétrole du Golfe se trouve peu à peu évincé : de 25 % des importations américaines en 1990, il tombe à 17 % en 1996. Par contraste, il avait couvert 75 % de la hausse des importations américaines entre 1985 et 1989, sa part dans les approvisionnements extérieurs passant alors de 5 % à 23 %. Au cours des années 1990 et pour la première fois dans l'histoire de la dépendance pétrolière américaine, la part du Golfe dans les importations diminue alors que celles-ci augmentent.

Structures des importations de pétrole aux Etats-Unis (2004)

| Fournisseurs | Pourcentages |
|------------------------|---------------------|
| Arabie Saoudite | 18% |
| Venezuela | 15% |
| Mexique | 14,5% |
| Canada | 13,6% |
| Nigéria | 8,7% |
| Irak | 8% |
| Autres | 22,2% |

Mais à partir de l'an 2000, le taux d'indépendance énergétique des Etats-Unis s'est encore aggravé. Le bilan énergétique fait par l'Agence National de l'Energie de ce pays est dans appel. Le taux d'indépendance énergétique des États-Unis est de 75 %, mais a tendance à se dégrader rapidement du fait de la poursuite d'une augmentation significative de la consommation associée à une réduction des ressources internes. Le bilan énergétique montre que 86 % de la consommation finale d'énergie aux États-Unis provient des trois énergies fossiles (39% du pétrole, 23 % du gaz naturel, 24 % du charbon), contre 54 % en France (35% pétrole, 23% gaz naturel et 5% charbon). Le nucléaire aux États-Unis ne représente que 9 % de la consommation totale d'énergie primaire (contre 39 % en France). Les comparaisons avec la France sont parlantes : Pour un PIB un peu plus de six fois supérieur à celui de la France, les États-Unis consomment 8,6 fois plus d'énergie que la France (2281 Mtep contre 266Mtep). Par habitant, un Américain consomme environ le double d'énergie par rapport à un Français, et trois fois plus pour la consommation de pétrole dans les transports. De façon corrélative, un Américain émet trois fois plus de CO₂ qu'un Français (5,4 tC contre 1,7 tC) et quasiment huit fois plus que la moyenne d'émissions par habitant au niveau mondial. Par unité marginale de PIB, il faut 2,5 fois plus d'énergie aux États-Unis qu'en France pour produire la même quantité de richesse. Une situation marquée par des déséquilibres croissants entre offre et demande d'énergie.

A eux-seuls, avec une consommation de 21 millions de barils par jour, les États-Unis consomment presque le quart de la production mondiale de pétrole (82,7 Mb/j). Le pétrole extrait localement ne couvre plus que 44 % de la demande interne, contre plus de 50 % au début des années 90. Les États-Unis importent aujourd'hui près de 12 millions de barils par

jour, soit presque le double de ce qu'ils importaient en 1991 (6,63 Mb/j). Ces chiffres sont à rapprocher de la production actuelle de l'OPEP (29 Mb/j), ou de pays comme l'Irak (2 Mb/j), l'Arabie saoudite (8,9 Mb/j), le Venezuela (2,2 Mb/j) ou le Nigeria (2,4 Mb/j).

La production nationale de pétrole aux États-Unis (8,8 Mb/j) a ainsi diminué régulièrement au cours des dernières années, notamment en raison de coûts d'exploitation de plus en plus élevés. Le Département d'Etat à l'énergie (DOE) estime cependant que pour un baril produit, deux restent dans le sous-sol. Ainsi, la diversification des approvisionnements est devenue la préoccupation majeure de la politique américaine en matière pétrolière. Aujourd'hui les États-Unis affichent une forte dépendance vis-à-vis de six pays qui couvrent à eux-seuls plus des trois quarts des importations quotidiennes de pétrole : le Canada (13,6 % des importations), le Mexique (14,5 %), l'Arabie saoudite (17, %), le Venezuela (15 %), le Nigeria (8,7 %) et l'Irak (8 %). La diversification en cours, nécessitée par l'augmentation de la demande, devrait conduire, à côté du maintien des importations massives en provenance du Moyen-Orient, qui resteront durablement incontournables, à un certain essoufflement des importations en provenance du continent américain (surtout Canada et Mexique) et à un accroissement de la part relative prise dans les approvisionnements américains par les pays de l'ex-URSS et du Golfe de Guinée (l'Afrique centrale devant fournir en 2015 25 % des approvisionnement pétroliers américains, contre 16 % aujourd'hui).

Au cours de l'année 2005 le prix du baril de brut a frôlé les 70 dollars, menaçant gravement l'économie mondiale et l'économie américaine de récession. La persistance de prix élevés pour le pétrole a déjà commencé à faire évoluer les comportements du consommateurs américain, qui plébiscite aujourd'hui des véhicules à faible consommation, comme les véhicules hybrides, qui fonctionnent à l'électricité et à l'essence, et qui connaissent un succès sans précédent aux États-Unis. Les préoccupations économiques du consommateur, et géopolitiques au niveau international, se rejoignent pour aboutir à une politique énergétique américaine sans doute plus durable à l'avenir, reposant à la fois, d'une part, sur une plus grande diversification de l'offre (géographique et sectorielle) et, d'autre part, sur des actions de maîtrise de la demande.

13- Les Etats-Unis et les guerres secrètes du pétrole

Dès que les gouvernements des grandes puissances se sont rendus compte de l'importance stratégique du pétrole, ils se sont livrés à une guerre d'influence pour protéger leurs intérêts dans ce domaine et pour avoir les meilleures concessions. Ces guerres

d'influence sont menées soit ouvertement par le biais de leurs sociétés pétrolières soit par des méthodes plus pernicieuses pouvant passer par des alliances secrètes, à la conspiration voir même aux attentats et aux sabotages. Mais il faut souligner que les principales puissances de l'époque ont eu une perception différente de cette ressource vitale pour leur avenir économique. La stratégie française, par exemple, était purement défensive. Le pouvoir politique espérait réduire la puissance des compagnies pétrolières étrangères en contrôlant la distribution des carburants sur le marché intérieur. Les gouvernements de la 3ème République mirent des années à imposer cette stratégie de l'importation. Celle-ci n'apporta aucune modification aux rapports de force dominant le marché pétrolier mondial. « *Les autorités françaises ont essayé de réglementer l'utilisation de cette source d'énergie en 1909 afin de diversifier les sources d'approvisionnement. Mais elles reculèrent devant les pressions de la STANDARD OIL qui fournissait à cette époque près des deux tiers du pétrole français* ». ⁴ Absente de la première "guerre du pétrole" tout en étant à l'époque le deuxième consommateur mondial de pétrole, la France a attendu plus d'un demi-siècle avant de se décider à rentabiliser les gisements de son empire colonial.

A l'inverse de la France, les Etats-Unis, la Grande Bretagne et la Russie ont saisi très tôt l'importance de l'enjeu du pétrole. Acteur principal du premier affrontement économique sur la question du pétrole, chacune de ces puissances a eu recours à des manœuvres subversives pour s'imposer sur le terrain (opérations de déstabilisation et manipulation des autorités locales, sabotage des puits de l'adversaire, batailles juridiques souterraines dans le but d'obtenir l'exclusivité des concessions...). Le renseignement économique a joué un rôle décisif dans la phase d'appropriation des gisements pétrolifères. Le critère de territorialité a occupé une place fondamentale dans la gestion du conflit. La première « guerre du pétrole » commence à la fin du XIXe siècle. Les Américains de la STANDARD OIL voulurent étendre leur monopole de la vente des carburants sur l'Europe occidentale. Cette offensive commerciale a incité les jeunes compagnies anglaises à contre-attaquer. Le premier conflit mondial révéla l'importance des réserves de carburant dans la conduite d'une guerre. Les lieux géographiques riches en pétrole comme l'Iran ou le Moyen Orient furent l'objet de nombreuses frictions entre les compagnies américaines, anglaises et les représentants du nouvel Etat soviétique. Cette première phase de conflits directs et indirects prend fin à l'aube de la seconde guerre mondiale. Cette première phase d'affrontement a démontré qu'il n'existe pas de langage universel dans le savoir-faire offensif en économie de marché. Chaque

⁴ Edgar FAURE, *Le pétrole français pendant la paix et pendant la guerre*, Nouvelle Revue Critique, 1939.

puissance intervenante a appliqué des techniques subversives correspondant à ses racines culturelles et sa manière de concevoir et à mener la guerre économique.

La Grande Bretagne a réagi sur le pétrole comme elle l'avait fait antérieurement pour le coton, en mobilisant ponctuellement toutes les élites privées et publiques concernées par la défense des intérêts de son empire colonial. Le contexte international agité précédant 1914 a favorisé cette prise de conscience.⁵ A la différence des Américains, les Anglais ont utilisé le sentiment patriotique pour affronter la concurrence. En présentant le pétrole comme une ressource stratégique nécessaire à la défense de leur empire colonial, les autorités anglaises contournaient les rivalités traditionnelles de l'establishment britannique. Au lieu de s'enliser dans les querelles sans fin qui opposaient traditionnellement des administrations comme le Colonial Office, le ministère de la guerre ou le Foreign Office, cette formulation du problème facilitait les synergies naturelles entre les centres de décision. Elle améliorait aussi les contacts non-officiels et la concertation entre les membres motivées de ces administrations. Cette dynamique patriotique permit aux Anglais de faire passer la défense de leurs intérêts territoriaux avant le respect des principes libéraux sur la libre concurrence.

Une victoire commerciale contre l'empire Rockefeller⁶ impliquait des moyens d'action à la mesure d'un adversaire qui cherchait à dominer le marché. Pour contrer les pratiques illégales de Rockefeller, l'Angleterre dut mobiliser aussi bien ses industriels que les membres les plus motivés de son administration. Les chefs d'entreprise britanniques, avaient été formés à une culture d'entreprise plus légaliste. Afin de réaliser les transferts de savoir indispensables, Intelligence Service et l'Amirauté participèrent à la création d'une nouvelle compagnie pétrolière anglaise, l'Anglo Persian Oil. Cette alliance entre les pétroliers et les services secrets britanniques porta ses fruits. Grâce à elle, l'Angleterre obtint une concession sur l'ensemble des gisements de pétrole en Iran⁷. Pour s'implanter sur le marché américain, les Anglais cherchèrent un point faible dans le dispositif monopoliste de la Standard Oil. Plutôt que d'attaquer sur le terrain de l'ennemi, les pétroliers anglais cherchèrent quel était le ventre mou de l'empire Rockefeller. Ils comprirent rapidement que la suprématie de la Standard OIL

⁵ Les progrès technologiques accomplis dans le mode de propulsion des navires ont incité l'Amirauté britannique à accorder une attention soutenue au pétrole et à ses dérivés énergétiques .

⁶ Un des points forts de la STANDARD OIL était le monopole qu'elle exerçait sur le transport du pétrole à l'intérieur des Etats-Unis. La mise en service du wagon citerne fut perçue par les autres producteurs de pétrole comme le moyen idéal d'assurer leur propre transport de carburants. ROCKFELLER avait anticipé cette situation en prenant des participations dans les sociétés de chemin de fer. Il exerça une pression discrète mais efficace auprès de leurs directions pour qu'elles ne louent aucune locomotive à ses concurrents.

⁷ En 1901, le SHAH d'Iran confia une concession d'exploitation de 70 ans sur tout le territoire iranien à un ingénieur canadien. Un agent secret britannique, déguisé en prêtre, réussit à dérober le document officiel en jouant sur les états d'âme de son interlocuteur.

reposait sur un non-respect des principes de libre concurrence. Les Anglais choisirent la dénonciation de cette irrégularité en recherchant le soutien de l'opinion publique américaine. Les agents de la ROYAL DUTCH réussirent à faire publier plusieurs lettres confidentielles qui prouvaient la mainmise de ROCKFELLER sur les milieux parlementaires américains par le versement de pots de vin. La presse se fit l'écho de ce scandale et poussa l'administration américaine à accuser en 1911 la STANDARD OIL de violation des règles de la concurrence. Le succès de cette campagne de contre-information permit aux compagnies pétrolières anglaises de commercialiser leurs produits aux Etats-Unis à l'insu de ROCKFELLER

Les Américains n'ont pas donné la même dimension patriotique à leur guerre du pétrole. Dépourvus d'empire colonial, les Etats-Unis ne pouvaient appréhender l'enjeu pétrolier que dans une dynamique industrielle et de profits financiers. Conformément à leur culture, la défense de leurs intérêts a été assurée par des chefs d'entreprises motivés par la loi du gain. Cette nuance explique pourquoi les techniques subversives employées par les entreprises américaines ont été différentes de celles mises en œuvre par les services secrets de la Couronne britannique. Le dispositif offensif avait un caractère mercenaire. Les agences de détectives privés travaillant pour le compte de la Standard Oil, disposaient d'agents dont le niveau intellectuel était en moyenne moins élevé que ceux de l'Intelligence Service. Manquant de professionnalisme dans un domaine où il en fallait beaucoup, les hommes de main des compagnies pétrolières américaines ne pouvaient accomplir que des missions assez sommaires. A la différence des exécutants anglais qui préféraient l'action psychologique à l'action violente, les *mercenaires* des compagnies pétrolières américaines pratiquaient surtout l'attentat et le sabotage.⁸ L'efficacité de ces méthodes d'action primaire n'était vérifiable que dans des cas de rivalité concurrentielle intérieure. Les petits pétroliers américains n'avaient pas toujours l'influence nécessaire pour s'opposer juridiquement aux actes illégaux commis par des inconnus à la solde de la Standard Oil. Mais avec un concurrent comme la Grande Bretagne, l'affrontement était d'un niveau tout à fait différent. Lorsque les Anglais cherchèrent à participer activement à la prospection du pétrole sud-américain, le savoir-faire subversif de la Standard Oil se révéla insuffisant.

La puissance financière des pétroliers américains ne pouvait pas contrer les opérations souterraines d'une nation comme l'Angleterre. Paradoxalement, l'intrusion économique des Anglais dans un secteur d'influence aussi stratégique que l'Amérique latine offrait aux

⁸ Les moyens d'action illégaux les plus utilisés pour faire taire la concurrence étaient l'incendie de locaux industriels, le sabotage de *pipe-lines*, l'intimidation de journalistes trop curieux, la corruption des milieux politiques et judiciaires (Anton ZISCHKA et Frank HANIGHEM, *La guerre secrète du pétrole*, Payot, 1933).

Américains la possibilité de dépasser leurs contradictions culturelles. La pénétration des compagnies pétrolières britanniques dans ce secteur protégé par la doctrine MONROE établissait de fait une corrélation entre l'enjeu économique et l'enjeu géostratégique. Elle donnait au pouvoir central à Washington une excellente raison d'épauler directement les entreprises américaines impliquées dans cet affrontement économique.

Lorsque le Costa Rica accorda à la Grande Bretagne une concession sur ses réserves de pétrole, les Etats-Unis répondirent à ce nouveau succès commercial anglais par une riposte militaire en profitant du climat insurrectionnel qui régnait alors dans ce pays. La combinaison des facteurs géostratégiques et économiques a servi de prétexte aux Américains pour dépasser les contradictions du libéralisme économique.

Ce mécanisme a fonctionné dans d'autres "guerres du pétrole". La guerre froide et l'enjeu du pétrole iranien ont été deux phénomènes suffisamment complémentaires pour amener les Américains à prendre leur revanche sur l'entente anglo-russe qui les avait exclus avant 1914 du marché perse. « *Le renversement du gouvernement MOSSADEGH en 1953 par la CIA a privé la Grande Bretagne de 60% de ses avoirs pétroliers en Iran* ».⁹ Le statut de superpuissance obtenu par les Etats-Unis après 1945 a donné l'occasion à Washington de répéter cette forme déguisée d'intervention étatique dans d'autres types d'affrontement économiques. Cet aspect sera débattu avec plus de précisions dans la deuxième partie de cet essai.

En 1957, un autre acteur entra en scène pour concurrencer les puissantes sociétés américaines. Il s'agit d'Enrico Mattei patron de la société italienne de GAZ (ENI). Il s'attaqua au monopole des cartels en signant un contrat avec une la société locale lui garantissant 75% des revenus. De plus, e nouveaux pays producteurs apparurent alors dans le Golfe Persique, Abu Dhabi, Qatar et surtout Koweït, création britannique, devenu indépendant en 1962 et dont les réserves pétrolières sont considérables tout comme celles de l'Irak déjà exploitées par l'IRAK PETROLEUM COMPANY. La crise allait survenir dans ce pays entre 1958 et 1963 amenant pendant 7 ans la suspension pratique de la production jusqu'en 1969 après que la compagnie nationale INOC ait conclu avec l'ERAP (Entreprise de Recherches et d'Activités Pétrolières de l'Etat Français) un contrat dit " d'entreprise " où, désormais, la société pétrolière étrangère intervenait comme entrepreneur pour le compte de la société nationale du pays producteur. Ces deux contrats vont soulever la fureur des " Majors " mais il fut à l'origine des

⁹ Pierre PEAN, *La troisième guerre mondiale*, Calman-Lévy, 1974.

nouveaux types de contrats de services et de partage de production qui, dans la plupart des pays non-développés, allaient remplacer les classiques concessions.

II - La place du pétrole dans la stratégie de puissance des Etats-Unis

21- Les fondements de la puissance américaine

La puissance américaine se fonde sur plusieurs facteurs dont le plus important est probablement le facteur économique qui fascine tous les observateurs. En effet, Le produit national brut (P.N.B.) des États-Unis représentait en 1990 33% du total des produits nationaux des pays de l'O.C.D.E. La production industrielle du pays était alors légèrement supérieure à celle de l'Europe des Douze. Dans les industries les plus modernes (chimie, aéronautique, espace, informatique), les États-Unis restent en tête, malgré les progrès japonais. Leurs exportations représentent 12% du volume des exportations mondiales.

Cette puissance économique sans précédent est le résultat d'un processus de croissance qui s'est affirmé dès les dernières années du siècle passé. Vers 1873, le produit par tête aux États-Unis a dépassé le produit par tête en Grande-Bretagne. Depuis cette date, les États-Unis demeurent le pays le plus développé du monde.

En un peu plus d'un siècle (1871-1990), le produit total a été multiplié par près de 50 en termes réels, la population par 5,7 et le produit par tête par 8. Pour la période 1869-1970, le taux d'accroissement annuel du P.N.B. est de 3,6%, celui du P.N.B. par personne active de 2,2%, celui du P.N.B. par tête de 1,7% ; entre 1970 et 1990, les chiffres correspondants sont de 2,7%, 1,1% et 1,7%.

Les États-Unis constituent encore aujourd'hui la première puissance économique du monde, bien que depuis les années cinquante l'écart qui les séparait de l'Europe occidentale et du Japon se soit amenuisé. En 1950, le P.N.B. par tête était de 504 dollars en Europe occidentale, de 163 au Japon et de 1 882 aux États-Unis ; en 1990, il était de 21 790 dollars dans ce dernier pays, contre 16 050 dans la C.E.E. et 25 430 au Japon. Les calculs en termes de parité de pouvoir d'achat montrent cependant que les États-Unis restent en tête par rapport au Japon, où le coût de la vie (alimentation, logement, etc.) est très élevé.

Au cours du XXe siècle l'économie américaine a poursuivi sa progression, en dépit d'une crise grave et de nombreux incidents de parcours. On peut distinguer quatre étapes dans cette évolution. De 1899 à 1914, la croissance annuelle moyenne du P.N.B. (en dollars constants) est de 3,7% avec des phases marquées de prospérité et de dépression. Même déséquilibre entre 1914 et 1929, avec un taux moyen de croissance de 3,4%. De 1929 à 1946, la grande crise entraîne une stagnation, particulièrement sensible entre 1929 et 1941, avec une chute du produit national d'environ 25% dans les années 1933 et 1934. La guerre provoque une croissance rapide à partir de 1941 et le désarmement une légère dépression en 1946. De 1946

à 1968, le développement n'est plus interrompu que par de faibles récessions : le taux moyen de progression est de 3,7%. Il se maintient entre 1967 et 1973 (3,6%), pour décliner de 1973 à 1980, à cause de la crise mondiale (2,3%). Mais sur les vingt années 1960-1980, le taux reste relativement élevé (3,5%). Depuis 1983, la reprise est sensible : les États-Unis retrouvent même, pour la première fois depuis les années quarante, un taux de croissance annuel supérieur à celui de leurs partenaires de l'O.C.D.E. : 4,8% contre 3,6% (moyenne O.C.D.E.), entre 1983 et 1989.

L'analyse des causes de cette évolution, on s'aperçoit que la puissance économique des États-Unis repose essentiellement sur quatre facteurs : la population, le capital, l'espace, le progrès technique.

Le développement économique, industriel et technique a transformé le pays : en moins de cent ans, les pionniers de l'Ouest ont cédé la place aux constructeurs de chemins de fer ; l'industrie traditionnelle, en se concentrant, a subi de profondes mutations ; le rythme accéléré de l'innovation technique a bouleversé les données du progrès économique ; l'industrie a basculé de l'Est vers l'Ouest. La société industrielle est devenue une société de « services », et de « tertiaire moderne ». L'immensité du territoire, l'importance de la population, la flexibilité sociale et institutionnelle ont permis, dès l'origine, l'instauration d'un grand marché qui, à son tour, a permis des économies d'échelle, sources d'une productivité élevée et, dans beaucoup de domaines, causes de la supériorité américaine. Sans doute est-ce là le schéma de progression de tous les pays industrialisés ; aujourd'hui, les Américains ne sont pas les seuls à tenter de résoudre les délicats problèmes des conséquences de la croissance pour l'urbanisation et l'environnement, pour le progrès technique, pour l'équilibre et pour l'emploi. L'important est qu'ils aient été les premiers à s'engager sur cette voie.

La démographie

La puissance de l'économie, se fonde donc sur des facteurs dont la démographie est l'un des plus importants, car les États-Unis sont considérés comme un des géants mondiaux. On dénombrait en 1992 aux États-Unis une population totale de 256 millions d'habitants (4 millions seulement en 1790). Le taux de croissance démographique a été très élevé pendant tout le XIXe siècle : entre 3,6 et 2,6% par an. Depuis 1900, il est resté supérieur à la moyenne mondiale. Il a faibli dans les années trente, pour reprendre vers 1950 - de 1,1 à 1,8% - et faiblir à nouveau dix ans plus tard - 1,7% en 1960. Le taux de croissance de la population d'une année sur l'autre oscille autour de 1% entre 1968 et 1990. Une légère remontée du taux de natalité (16,2‰ en 1991) est observée depuis la fin des années soixante-dix, certains parlent de « baby boomlet ». L'importance de l'immigration (taux net de 2,6‰ en

1990) contribue à la croissance de la population et explique que les États-Unis se trouvent dans une situation démographique plus favorable que les autres pays de l'O.C.D.E. : en 1989, les individus âgés de moins de vingt ans y représentaient 21% de la population, contre 18,4% dans la C.E.E. et 19% au Japon.

La croissance rapide de la population totale a certainement favorisé l'expansion économique, en offrant des débouchés sans cesse plus larges à une industrie qui fut la première à adopter les techniques de la production de masse. Elle allait permettre l'avènement d'une société mobile en multipliant le nombre des individus entrepreneurs susceptibles d'innover et capables de diriger le travail collectif.

L'accumulation du capital

La continuité et la régularité de l'investissement sont un des traits fondamentaux de l'économie des États-Unis depuis le début du XXe siècle. Cela a permis un élargissement des capacités de production, la croissance de l'emploi, et facilité la mise en place des équipements les plus modernes et les plus productifs. Le stock de capital a été multiplié, en termes réels, par 4 entre 1900 et 1958 et par 2,3 entre 1960 et 1990. L'intensité « capitaliste » (rapport capital-travail) a augmenté régulièrement. En comparant les données disponibles concernant le capital et le produit, on s'aperçoit que les deux grandeurs croissent à peu près à la même vitesse. Les travaux de S. Kuznets et R. Goldsmith dans le cadre du National Bureau of Economic Research ont fait apparaître une quasi-stabilité du coefficient de capital (rapport capital-produit) sur la longue période et son déclin depuis la Seconde Guerre mondiale.

Le progrès technique

Si le produit par tête s'est accru et s'accroît pour des raisons autres que celle de l'augmentation quantitative des facteurs de production, c'est que d'autres causes sont en jeu. L'éducation, une formation plus adaptée, de meilleures conditions de santé, la réduction des durées de travail ont largement contribué à améliorer la qualité du travail, à le rendre plus productif. La combinaison des facteurs de production est rendue plus efficace par des changements d'échelle : on construit en grand, car les marchés s'élargissent très vite. Enfin, l'innovation technique au sens strict se développe avec les sciences et les arts. Toutes ces causes tiennent d'ailleurs au progrès des sciences : aussi bien de la science fondamentale que de ses applications industrielles, aussi bien des sciences physiques que des sciences de l'ingénieur ou de la gestion industrielle et commerciale, des sciences médicales que des sciences de l'éducation.

Si progrès technique et accumulation des connaissances sont les termes les plus généraux qui conviennent pour désigner ces sources puissantes et diffuses de la croissance

économique des États-Unis, encore faut-il essayer de mesurer leur influence. On peut partir des calculs précédents : le taux de croissance du produit par tête ne dépendant que partiellement de l'augmentation quantitative des inputs, tout le reste doit être attribué aux facteurs qualitatifs et résiduels. Les travaux de E. F. Denison aident à mieux comprendre le rôle de cet ensemble de facteurs dans la mesure où ils permettent d'en mesurer l'importance respective.

De 1909 à 1929, compte tenu de la part du travail dans le revenu national, on évalue à 0,73 point la contribution du capital (terre et actifs reproductibles) à la croissance du revenu national (2,82% par an en moyenne).

Pour la période 1929-1976, la contribution du capital est encore moindre : la part du travail dans le revenu national s'élevant à environ 75%, la contribution du capital s'est élevée à 0,46% (pour une croissance de 2,98%) et à 0,71% entre 1948 et 1973 (pour une croissance de 3,65%). L'input travail en quantité a un effet négatif (- 0,23 puis : - 0,68, - 0,40 et - 0,58). Ces mouvements semblent s'être continués dans les années quatre-vingt-dix.

En revanche, l'éducation et les divers autres facteurs qui rendent le travail plus efficace (santé, diminution de la durée du travail, etc.) ont contribué pendant longtemps de façon décisive à la croissance générale ; cependant, la dégradation de la qualité de l'enseignement est souvent considérée comme la cause de nombreuses difficultés, en particulier la modestie des gains de productivité. On observe, en effet, un ralentissement de la croissance de la productivité dans les années soixante-dix.

Cela semble particulièrement vrai en ce qui concerne la productivité du travail, qui progresse moins vite que dans les années soixante et, surtout, beaucoup moins vite que chez les principaux partenaires des États-Unis. Parmi les explications proposées, on a retenu un moindre effort de recherche et de développement (J. W. Kendrick), un moindre progrès des innovations techniques (insuffisance de la concurrence), l'excès des interventions gouvernementales en matière de réglementation des activités économiques, l'effet de la fiscalité sur les incitations à l'efficacité, l'accroissement du prix de l'énergie, et celui de l'emploi, le déclin dans la qualité du management, l'accroissement de la part des services dans la production, la baisse du niveau de l'éducation, le recul des dépenses de l'État en ce qui concerne les infrastructures et, enfin, des facteurs culturels impliquant un changement profond des mentalités et des attitudes à l'égard du travail, de la concurrence et de l'efficacité. Si on ne peut douter du fléchissement de la productivité (encore que l'analyse et l'imputation statistiques de la productivité soient extrêmement complexes et soumises à bien des discussions), il est certain que l'on assiste à un redressement sensible des gains de productivité

dans les années quatre-vingt, surtout en ce qui concerne l'industrie manufacturière. Ce mouvement est-il appelé à se prolonger ? Il s'agit là d'une question essentielle pour les années quatre-vingt-dix.

L'industrialisation

La troisième grande étape de l'expansion américaine va de 1910 à nos jours. Elle se caractérise par un énorme effort de production de masse dans des secteurs industriels nouveaux : automobile, industrie mécanique, électricité, chimie. Les produits synthétiques, l'électronique sont très vite utilisés pour la production de biens de consommation durables ou non, qui donnent au style de vie américain un caractère nouveau.

Dès la fin du XIXe siècle, la part de l'industrie dans l'économie est plus importante que celle de l'agriculture. En 1839, 69% de la production totale de biens proviennent de l'agriculture, contre 49% seulement en 1879. En termes de revenu national, l'évolution est encore plus nette. Aujourd'hui, l'industrie (au sens large) emploie 26,7% des actifs et contribue pour 30% environ au P.I.B.

La structure de la population active agricole évolue en sens inverse. En 1870, 51% de la population active étaient employés dans l'agriculture, 30% dans l'industrie, 19% dans les services. En 1950, la population active agricole atteignait à peine 12%, la population industrielle (y compris transports et communications) 45%, celle des services 43%. En 1966, il ne restait plus dans l'agriculture que 5,5% des travailleurs actifs, et moins de 3% en 1990. Le capital suit bien sûr l'évolution : les actifs agricoles (terre et actifs reproductibles), qui représentaient 65% de la richesse nationale en 1850, tombent à 11% en 1958, et à moins de 5% dans les années soixante-dix et quatre-vingt.

Ce phénomène est bien connu. La demande de produits agricoles croît moins vite que celle des produits industriels ou des services. L'urbanisation, particulièrement rapide aux États-Unis, entraîne de nouveaux besoins, crée de nouvelles priorités de consommation. Elle implique, par exemple, une augmentation de l'importance des transports, du conditionnement et de la commercialisation des produits agricoles, ainsi que des dépenses supplémentaires d'administration, de loisirs, d'appareils manufacturés. La demande de produits agricoles baisse d'autant en proportion. En outre, le progrès technique substitue, pour beaucoup d'usages, des biens industriels aux produits agricoles proprement dits.

La productivité apparente (du travail) dans le secteur agricole a augmenté sur la longue période à peu près à la même vitesse que dans l'industrie. La productivité agricole a connu une accélération très forte après la Seconde Guerre mondiale et au cours de ces dernières années. L'agriculture américaine a pu ainsi faire face à une forte demande nationale et

internationale, alors que les travailleurs quittaient les campagnes pour s'orienter vers l'industrie et les services.

Une économie de services

Le grand phénomène est en effet l'émergence du tertiaire qui fait parler, dans le cas américain, d'une « économie de services ». 80% des emplois non agricoles créés depuis 1950 l'ont été dans le tertiaire et, depuis cette même date, le taux de croissance de la valeur ajoutée dans ce secteur a été supérieur à celui du P.I.B. : les services ont donc un effet d'entraînement sur toute l'économie.

Ainsi, pour la première fois dans l'histoire, plus de la moitié de la population active d'un pays s'est trouvée employée dans le secteur tertiaire (55% en 1966, plus de 70% en 1990). Ce mouvement est dû à une croissance rapide de la demande de services, qu'elle vienne des particuliers (santé, loisirs, etc.) ou des entreprises (investissement immatériel). La loi d'Engel enseigne que plus les citoyens s'enrichissent, plus leur consommation de produits agricoles et industriels se reporte sur les services. Il ne faut cependant pas négliger le rôle des gains de productivité, plus faible dans ce secteur, ce qui impose une plus forte croissance de l'embauche.

Les entreprises sont ici généralement plus petites. On trouve beaucoup moins de firmes sociétaires. Pourtant, celles-ci ne sont pas absentes, et le secteur des services est plus concentré aux États-Unis qu'en Europe ou, surtout, qu'au Japon. Les entreprises les plus importantes sont les banques, les compagnies d'assurances, les sociétés de transport, les institutions à but non lucratif (universités, etc.). Il est probable que les services vont continuer à se développer, et l'on peut prévoir, dans cette perspective, de profondes mutations de l'emploi (féminisation), des organisations syndicales et des revenus.

L'urbanisation

Le processus d'urbanisation a accompagné ces évolutions économiques. Il favorise la concentration des travailleurs et permet de réduire les coûts de transport, de spécialiser davantage les entreprises et les activités, de créer de grandes firmes disposant d'une main-d'œuvre nombreuse et qualifiée. L'urbanisation contribue en outre à effacer les particularismes, à uniformiser les attitudes de l'homme au travail, les goûts du consommateur - d'où le progrès de la production et de la consommation de masse. Elle nécessite enfin des investissements publics importants en matière d'éducation, de santé, de transports et d'environnement.

Cependant, le processus d'urbanisation semble se ralentir aujourd'hui, et l'on parle même d'une crise urbaine dont la faillite de New York, en 1975, est emblématique. Ce sont surtout

les centres-villes qui se vident de leur population, tandis que les banlieues ou les petites villes continuent à augmenter.

Les grandes entreprises

L'évolution industrielle américaine dépend, en fait, du rôle joué par quelques entreprises, dont les dimensions économiques atteignent parfois celles de pays de moyenne importance. Les dix premières entreprises industrielles (au sens large), en 1991, sont General Motors, Exxon, Ford, I.B.M., General Electric, Mobil, Philip Morris, Dupont de Nemours, Chevron et Texaco. Elles réalisent 680 milliards de dollars de chiffre d'affaires, l'équivalent des deux tiers du P.I.B. français, près de quatre fois l'équivalent du P.I.B. belge (simple terme de comparaison, les P.I.B. étant des sommes de valeurs ajoutées). Elles emploient, à travers le monde, deux millions et demi de personnes. Parmi les cent premières entreprises industrielles mondiales, vingt-huit sont américaines, et parmi les cinq cents premières un bon tiers. Enfin, le total des actifs des cinq cents premières entreprises industrielles du pays s'élève à 2 250 milliards de dollars, et elles emploient à travers le monde 11,8 millions de personnes (Fortune, chiffres pour 1991).

L'existence de ces « géants » ne signifie d'ailleurs pas que le nombre des entreprises américaines doive aller en diminuant ou qu'il n'en existe pas de plus petites. En 1989, on dénombrait près de 17 millions d'entreprises, dont 12 millions d'entreprises individuelles et 4,8 millions d'associations ou de sociétés anonymes. C'est bien sûr dans le domaine des services que l'on compte le plus grand nombre d'entreprises, même si les entreprises manufacturières produisent le quart de la valeur ajoutée nationale.

L'industrie est donc dominée par une minorité de firmes dont la puissance est écrasante. En 1987, les cinq cents premières représentaient 42% du P.I.B. marchand - plus qu'en 1954 (37%), mais moins qu'en 1980 (60%) ; en revanche, ces mêmes firmes s'octroyaient 39% du profit total en 1954, 60% en 1973 et 66% en 1987.

La concentration est en effet passée par différentes phases et a atteint des niveaux particulièrement élevés en 1898-1900, 1926-1930 et surtout 1968-1970. Cela s'explique d'abord par la façon dont l'État a appliqué la législation antitrust (Sherman Act, 1890) : il se fait plus rigoureux à la fin des années trente, au milieu des années cinquante (procès contre DuPont de Nemours en 1957), au début des années soixante et au milieu des années soixante-dix. Cependant, l'État n'a jamais utilisé la législation antitrust pour interdire la concentration ; il a seulement voulu l'encadrer. D'ailleurs, les entreprises ont su trouver des parades à ces lois, par exemple en se transformant en conglomérats qui ne sont jamais en situation de monopole dans aucun secteur, tout en réussissant à se développer dans de nombreuses branches

différentes. Ainsi, la concentration progressa régulièrement de 1945 au milieu des années soixante-dix. Après cette date, la tendance semble s'être inversée, ce qui est paradoxal puisque l'État utilise moins que jamais les lois antitrust sous Ronald Reagan. C'est que l'évolution économique semble favoriser, aux États-Unis comme ailleurs, la petite entreprise, plus dynamique et plus flexible. Les créations d'entreprises atteignent un niveau exceptionnel - 670 000 en 1989 -, la part des grandes entreprises dans le P.I.B. ou dans l'emploi régresse. Cette évolution ne doit pourtant pas induire en erreur : les États-Unis restent le pays d'excellence des très grandes entreprises, ce que les Américains appellent le Corporate Capitalism ; ainsi, les entreprises de plus de cinq cents salariés emploient 70% des travailleurs de l'industrie manufacturière - contre un peu moins de la moitié en France et un tiers au Japon.

On a longtemps considéré que ce capitalisme était radicalement transformé par la montée en puissance des directeurs (ou managers) ; c'est l'idée que développe John Kenneth Galbraith dans les années soixante. Souvent, en effet, dans les grandes entreprises, ces derniers forment la nouvelle élite, alors que les propriétaires ont vu leur rôle se réduire. Le recrutement des hommes qui dirigent se fait par cooptation et par promotion à l'intérieur de l'entreprise. L'U.S. Steel s'est rendue indépendante de la dynastie Carnegie-Morgan, la General Motors de la dynastie Durant, la Standard Oil des Rockefeller. Les conseils d'administration ne comprennent, le plus souvent, que des salariés. Le développement de la forme sociétaire des entreprises, la diffusion des valeurs mobilières dans le public, l'effritement du patrimoine des grands actionnaires expliquent cette évolution. La « professionnalisation » de la gestion accentue encore ce phénomène. Les entreprises sont dirigées par des spécialistes de la gestion, qui ont reçu une formation technique d'un niveau élevé. La direction des entreprises est devenue collégiale. La communauté de formation, la nécessité et les conséquences de la cooptation, les impératifs de l'expansion, la diversité et la spécialisation des fonctions font que les firmes importantes sont dirigées par des états-majors, qui recherchent la croissance plutôt que le profit maximal.

Il serait pourtant caricatural de pousser à l'extrême une telle description. Les années quatre-vingt ont permis de mieux mesurer le pouvoir des actionnaires, toujours capables de sanctionner une direction lointaine en vendant leur parts à l'occasion d'une O.P.A.¹⁰. Certaines familles gardent d'ailleurs un réel contrôle sur leurs entreprises, comme chez Dupont de Nemours ou chez Ford.

¹⁰ OPA : Offre publique d'achat, opération boursière qui consiste à acheter les actions d'une société.

La monnaie

Le système monétaire américain sous sa forme actuelle date de 1913 et de la création du Federal Reserve System. Il s'agissait de fournir à l'économie la quantité de monnaie nécessaire, et de contrôler en même temps le fonctionnement du système bancaire. Le Federal Reserve System joue le rôle de banque centrale : douze banques de réserve émettent la monnaie fédérale et servent de banquiers aux autres établissements de crédit : un conseil de gouverneurs (Federal Reserve Board), nommé par le président des États-Unis mais indépendant de l'exécutif, définit la politique monétaire de l'Union. Il fixe notamment les taux d'intérêt, le montant des réserves légales des banques, et intervient sur le marché monétaire en achetant ou en vendant des titres pour augmenter ou pour réduire l'offre de monnaie.

C'est en 1934 que fut supprimée la convertibilité interne du dollar en or. Les dollars présentés par des créanciers étrangers ont continué d'être convertibles en or, au prix de 35 dollars l'once jusqu'en 1968. De 1968 à 1971, les balances en dollars sont restées convertibles en or pour les banques centrales étrangères qui s'engageaient à ne pas revendre cet or sur le marché libre. Depuis le 15 août 1971, le dollar, comme toutes les autres monnaies, n'est plus convertible en or.

Depuis le début des années 1970, le Federal Reserve System a adopté une politique monétaire d'inspiration quantitativiste (ou monétariste) pour résister aux pressions inflationnistes et régulariser la création de monnaie. Cette politique, particulièrement nette à partir de 1979, s'est infléchie depuis 1985 ; sur le long terme, la tendance est à la dépréciation du dollar.

22- Les États ont-ils une stratégie de puissance ?

Raymond Aron définit la puissance comme la « *capacité d'imposer sa volonté aux autres*¹¹ ». Dans le domaine des relations internationales cette volonté de puissance se matérialise par des rivalités entre nations. Ces rivalités sont d'ordre spatial, économique, culturel et idéologique. Elles ont pour but de défendre une certaine vision du monde, un certain système politique ou encore des intérêts. Elles reposent sur des moyens, comme la force militaire, démographique et économique.

Les États-Unis ont manifesté dès le début du XX^{ème} siècle une volonté de puissance qui les a poussés à sortir progressivement de leur isolement pour s'affirmer comme une

¹¹ Aron Raymond Paix et guerres entre les nations Paris Calmann-Levy 1962

puissance régionale puis comme une puissance mondiale. Certains auteurs attribuent ce désir de puissance à l'histoire même de la conquête de l'Ouest et à cet esprit de pionnier de conquérant capable d'affronter une nature sauvage et de la maîtriser. La puissance américaine semble également se manifester par la présence de géosymboles et de jalons territoriaux qui produisent un effet vitrine pour le reste du monde et un effet phare pour ses concitoyens. Elle s'appuie, enfin, sur la fédération des individus autour d'un socle de valeurs « américaines ».

L'affirmation nationaliste

Les premières thèses nationalistes américaines revêtent un aspect racial, religieux et stratégique. Elles s'appuient sur la « *théorie de la destinée manifeste* ¹² » élaborée par John Sullivan en 1845, journaliste et directeur de la « *Démocratic Review* ». Selon lui « les Etats-Unis vaincraient tous ceux qui tenteraient de s'opposer à notre politique ou de faire obstacle à notre puissance, de limiter notre grandeur et d'empêcher la réalisation de notre destinée manifeste, qui consiste à nous répandre sur le continent que nous a alloué la Providence ». Cette théorie a été relayé par d'autres penseurs dont John Fiske et surtout John Burgess professeur à l'Université de Colombie auteur d'un ouvrage¹³ dans lequel il expose l'idée que les peuples les plus forts et les plus capables (et principalement les anglo-saxons) doivent prendre en charge les autres peuples et même de s'imposer à eux. Les nationalistes affirment ainsi la prééminence de la civilisation occidentale et américaine, selon eux les plus aptes et les plus logiquement « destinés » par leur dynamisme et leur intégrité morale à répandre leur modèle de liberté et de culture.

Cette théorie rejoint également l'ultranationalisme anglais de Kipling avec lequel elle partage l'idée « du fardeau de l'homme blanc » et la mission de la race anglo-saxonne qui devrait dominer le monde pour y apporter le modèle de liberté, de démocratie et de progrès que les autres ne connaissent pas ou auxquels ils ne sont pas capables, seuls, d'accéder.

Se rendant compte de la faiblesse de cette nouvelle puissance sur le plan maritime, l'Amiral Alfred Mahan soutient que « *la puissance navale l'emporte finalement sur la puissance terrestre* ». Il insiste que les Etats-Unis ne peuvent devenir une grande puissance qu'en devenant impérialiste. Il est favorable à un « *empire commercial* » plutôt qu'un empire colonial d'où la nécessité de disposer d'un canal à travers l'isthme de l'Amérique centrale, joignant les deux océans pour concurrencer les Européens sur les marchés asiatiques.

¹² Zwang Annie, les Etats-Unis et le monde rapport de puissance, P16 , Ellipses 2000

¹³ Political science and comparative Law en 1890.

L'apprentissage de l'interventionnisme

Depuis la proclamation de la « doctrine de Monroe » légitimant les Etats-Unis en défenseurs de tout le continent, l'expansionnisme américain suit la logique de cette nouvelle vision. A l'occasion de la révolte indépendantiste à Cuba en 1898 et les exactions espagnoles à l'encontre des cubains, le congrès autorise l'emploi de la force pour libérer l'île. La guerre éclata entre les Etats-Unis et l'Espagne le 29 avril de la même année. Le succès de la campagne fut total et permit même aux américains de chasser les espagnols des Philippines. Cette guerre a changé les données géostratégiques internationales. En effet, les Etats-Unis ont accordé à leur politique étrangère à leur rang et à leurs ambitions économiques. Ils sont devenus une puissance mondiale pratiquant une politique impérialiste. Mais ils vont vite découvrir les difficultés de la colonisation avec la guérilla philippine en perdant plus que 42 000 hommes. C'est pourquoi ils vont chercher un autre mode d'expansion.

La conquête des marchés extérieurs permettra aux Américains, dans le cadre de la politique de « porte ouverte », de négocier plusieurs traités de commerce et de réaffirmer l'orientation des choix stratégiques de la puissance américaine. Mais là aussi, les Etats-Unis n'avaient pas la force navale pour assurer cette politique de porte ouverte. C'est pourquoi le président Roosevelt, grand disciple de Mahan, a fait de la marine de guerre sa principale préoccupation. La première démonstration de force dans ce domaine intervient en 1907, année pendant laquelle la nouvelle flotte américaine effectue le tour du monde.

Toujours dans le cadre de « la doctrine Monroe » et avec le président Wilson reparaît l'idéalisme missionnaire et le « retour de la croisade¹⁴ ». Ce président est persuadé de la toute puissance des Etats-Unis et de leur mission noble de répandre la liberté et la paix sur toute la planète. Il n'hésita pas à envoyer son armée au Mexique en proie à des révolutions à répétition et à des troubles politiques graves, pour stabiliser ce pays.

Au cours de la première guerre mondiale et après une période de neutralité, les Etats-Unis entrent en guerre contre l'Allemagne pour répondre à l'attaque qui a coulé quatre navires marchands américains. L'étalage de la force fut sans précédent. Ils ont pu mobilisé cinq millions d'hommes et toutes les forces vives du pays pour ce faire. Non seulement leur campagne a permis de renverser le rapport de force en faveur des Alliés, ils sont sortis de cette guerre renforcés politiquement et économiquement. Ils sont devenus la première puissance du monde. Ils possèdent la moitié du stock d'or mondial. Le dollar est devenu la principale monnaie de réserve. Alors qu'en 1914, ils devaient 3700 millions de dollars aux Européens, à

¹⁴ Zwang Annie, les Etats-Unis et le monde rapport de puissance, P30 , Ellipses 2000

la fin de la guerre, ils possédaient une créance de 3 milliards de dollars à laquelle s'ajoutent plus de 10 milliards de dollars de dette de guerre.

Entre les deux guerres, frappés de plein fouet par la crise de 1929, les Etats-Unis oscillent entre deux courants contradictoires. Le premier isolationniste, le second internationaliste voire impérialiste. Le lobby isolationniste était tellement fort à cette époque que les Etats-Unis se renfermèrent sur eux-mêmes en adoptant une neutralité totale vis-à-vis de la guerre civile espagnole et surtout vis-à-vis de l'extension de l'invasion japonaise en Chine. Mais avec la venue du Président Franklin Roosevelt, les Etats-Unis commencent à sortir de leur isolement en fournissant des armes à la Chine. L'effondrement de la France devant l'Allemagne provoqua un véritable choc dans l'opinion publique américaine et la tendance commença à se renverser en faveur du courant interventionniste. Alors que le président hésitait à entrer en guerre l'attaque de Pearl Harbour en décembre 1941 plongea les Etats-Unis dans le conflit mondial.

La naissance de l'hyper puissance

Cette guerre transforma le pays en une gigantesque usine. C'est une aubaine économique. le PNB est doublé de 1940 à 1944. une profusion de nouvelles technologies apparaissent, le plein emploi est réalisé. En Quatre ans, ce sont, 68 000 avions, 65 000 bateaux de débarquement, 90 000 chars de combat, 320 000 pièces d'artillerie qui sont fabriqués.

Pendant cette guerre les américains se battent au nom de la démocratie. La nation entière fustigeait l'isolationnisme. « L'union sacrée » est pratiquement réalisée derrière le président Roosevelt réélu pour un quatrième mandat. L'idée de l'existence d'un « axe du mal » commençait à faire son chemin dans la conscience américaine. Adolph Hitler est « l'antéchrist » et les japonais les « barbares ». Cette idée sera reprise pour qualifier tous les ennemis des Etats-Unis ou même qui ceux qui s'opposent à leur modèle de société.

Les américains attribuent la victoire de 1945 à leur modèle néolibéral qu'il va falloir défendre. Ce modèle de nature universelle devrait éviter les nationalismes économiques générateur de tensions, empêcher la naissances des fascismes et des dictatures et constituer une meilleure garantie pour la paix. Ils entendent jouer le rôle que leur donne leur puissance à l'échelle mondiale.

Sur un plan purement économique, ils considèrent également cette victoire comme celle du modèle libéral. Il faut donc défendre la liberté des échanges, lutter contre la reconstitution de zones exclusives, supprimer les colonies, afin d'assurer la paix et éviter une nouvelle crise économique. Pour ce faire, ils mettent au point un nouveau système monétaire

international à l'occasion de la conférence de Bretton Woods en juillet 1944. Ils sont également derrière l'instauration du nouveau système commercial : le GATT¹⁵ pour conforter leur vision des relations économiques internationales.

La grande puissance et la guerre froide

Il apparaît que depuis toujours aux Etats-Unis deux écoles s'affrontent. La première l'école 'idéaliste' tente de placer les valeurs de liberté, de justice, de prospérité ou de démocratie au premier rang en minimisant l'équilibre des pouvoirs. A eux seuls ces valeurs sont susceptibles de créer des conditions politiques plus justes et l'Amérique forte de son influence et de sa puissance a un rôle de tout premier plan à jouer. La deuxième, l'école « réaliste » sous-estime les valeurs pour encenser l'équilibre des pouvoirs sensé apporter la stabilité et la paix. En réalité valeurs et pouvoirs sont indissociables et toute la politique américaine a constamment balancé entre ces deux conceptions et la difficulté est de trouver 'le point d'équilibre'. La défense des intérêts américains passe par l'exercice du pouvoir et de la force, mais les valeurs des peuples comptent aussi. C'est toute la contradiction des doctrines qui prônent la lutte unilatérale si nécessaire contre les nations de l'axe du mal, tout en défendant un idéal mondial de paix et de justice. Les Etats-Unis s'emploient à promouvoir la modération, la tolérance et les droits de l'homme tout en s'autorisant d'employer la force militaire pour modeler les pouvoirs au mieux de leurs intérêts.

La victoire de la seconde guerre mondiale est donc apparue aux yeux des américains comme la victoire de leurs systèmes politique, économique et social. Façonner le monde selon ces systèmes leur apparaît par conséquent légitime. Depuis lors, le monde vit au rythme de ce que Raymond Aron appelle « *La république impériale* ».

Contre cette puissance qui s'appuie sur Bretton Woods et sur la force du dollar et à laquelle s'ajoute l'attrait mondial pour le style de vie des américains et de leur culture : « The american way of life », il n'y avait qu'un seul rival capable de la contre. En effet, l'URSS est sortie également victorieuse et puissante du conflit mondial. Les premiers signes d'hostilité entre les deux puissances se font sentir sur les traités de paix et les régimes politiques à adopter pour les pays de l'Europe centrale et orientale et sur la réunification de l'Allemagne. L'invasion communiste rampante qui atteint même la France et l'Italie n'a fait qu'envenimer les relations entre les deux pays. Pour les américains, toujours fidèles à la diabolisation de l'adversaire, Staline est le nouveau Hitler et le communisme le nouveau mal à combattre. Commence alors une politique d'endiguement ou « containment » diplomatique pour

¹⁵ GATT : General Agreement on Tarifs and Trade instauré le 30 octobre 1947

contenir l'avancée de ce nouveau mal. Le président Harry Truman, déclara : « *Je crois que les Etats-Unis doivent pratiquer une politique d'aide aux peuple qui résistent actuellement aux manœuvres de certaines minorités ou à la pression extérieure*¹⁶ ». le Plan Marshall est adopté dans cette optique. Pour André Kaspi, ce plan est « *une pincée d'intérêts bien compris, une pincée de principes et une pincée de pragmatismes* ». Ce plan conforte aussi le leadership américain en Europe de l'Ouest en exportant le modèle économique et le savoir faire des entreprises américaines. Il constitue en fait le premier élément d'une guerre mondiale qui va opposer les deux puissances pendant plus de quarante ans. Toutes les forces vives du pays vont être impliquées dans ce conflit idéologique.

L'apparition du maccarthysme¹⁷ n'est qu'une manifestation du climat d'insécurité qui règne aux Etats-Unis du fait de la guerre froide et l'avancée du communisme dans le monde. La mort de Staline permis au couple Eisenhower, président des Etats-Unis en 1952 et son Secrétaire d'Etat Dulles de remplacer la politique du « Containment » par la libération des peuples d'Europe de l'Est et d'utiliser des moyens pacifiques pour permettre à tous les hommes de vivre en paix. Mais cette doctrine fut très vite abandonnée et remplacée d'abord par une action plus directe qui consiste à aider les pays qui combattent le communisme et à créer des alliances pour le contrecarrer. C'est ce que les spécialistes qualifie de « Pactomanie ». Pour Eisenhower, la meilleure arme pour combattre le communisme est l'arme économique. Commence alors une mondialisation poussée des firmes américaines.

La crise de Suez qui fragilisa l'alliance entre les pays occidentaux, les tentatives d'infiltration dans les pays d'Afrique nouvellement indépendants et la victoire spatiale historique des soviétiques sema le doute dans le camp américains. Ils reviennent à leur doctrine d'endiguement.

Le président Kennedy tenta de redresser l'image des Etats-Unis. Conscient que le communisme n'avance que si les peuples vivent dans la misère, il lança un vaste plan d'aide aux pays qui peuvent basculer dans le camp opposé. Des régimes sont soutenus à condition qu'ils restent fidèles au schéma libéral. Sa doctrine des dominos le pousse a intervenir massivement au Vietnam car il considère ce pays comme « la pierre angulaire de l'Asie du Sud Est ». Mais cette intervention va affaiblir la puissance des Etats-Unis et ternir l'image de l'idéal démocratique du pays. Richard Nixon déclare que « *le Vietnam était perdu, non par*

¹⁶ Discours du président Harry Truman devant le Congrès le 12 mars 1947

¹⁷ McCarthy un sénateur républicain dénonce une conspiration communiste aux Etats-Unis en 1950 en présentant des preuves truquées. Son mouvement provoqua un climat de terreur dans le pays.

manque de puissance, mais par manque d'adresse et de détermination à user de la puissance ».

Même sur le plan économique les américains accusent le coup de la redoutable concurrence des européens et surtout des japonais. En 1971, la balance commerciale américaine est pour la première fois déficitaire. La puissance américaine est réellement ébranlée. Nixon met fin aux accords de Bretton Woods et à la convertibilité du dollar.

Sous l'impulsion de Henry Kissinger, un revirement essentiel s'opéra dans la stratégie américaine. Elle ne repose plus sur les principes mais plutôt sur les intérêts. Les relations avec l'URSS et avec la Chine populaire sont améliorées et consolidées. Le communisme est toujours considéré comme le mal à abattre mais la normalisation des relations avec les principaux rivaux est devenue nécessaire pour la paix mondiale. Mais le conflit entre les Arabes et les Israéliens et le choc pétrolier qui s'en est suivi renvenima les relations. Mais les Etats-Unis parvinrent malgré cela à renforcer leur position au Proche Orient.

La politique américaine se concentra alors sur la limitation des risques de propagation du communisme dans le Tiers monde, non par la guerre, mais par des actions plus souples. Ils interviennent au Chili où le coup d'Etat de Pinochet est réalisé avec la CIA pour abattre le régime de Salvador Allende.

Mais une nouvelle ère s'ouvrit avec la venue du président Reagan et son vice-président George Bush, les Etats-Unis renouent avec une vision de rapport de force plus classique et surtout une régulation naturelle du marché et une croyance en une « mission » dans le sens wilsonien du terme. Ils se posent à nouveau en leaders du monde libre. Le discours tenu par Reagan fait de la puissance et de l'intérêt national le fondement de sa politique. Il commence par autoriser la bombe à neutron en 1983 puis il annonce son fameux programme : « Initiative de Défense Stratégique » (IDS) appelé aussi « Guerre des étoiles ».

Les interventions dans la vie internationale reprennent du service soit directement soit par l'intermédiaire de la CIA, d'abord avec au Nicaragua en lutte contre le régime de gauche puis sur l'Ile de Grenade pour mettre fin au coup d'Etat marxiste. Reagan envoie sa flotte dans le Golfe persique afin de préserver les routes de pétroles. Il déclara « *nous ne pouvons jouer aux innocents dans un monde qui n'est pas innocent. Nous ne pouvons pas être passifs lorsque la liberté est menacée* ». En 1986, le budget de la défense qui représentait le tiers du budget fédéral témoigne de cette volonté de retrouver cette puissance quelque peu ébranlée. D'ailleurs pour l'affirmer, il lança un raid contre la Libye du colonel Kadhafi.

Georges Bush qui lui succéda a une grande expérience en matière de relations étrangères car il était ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU et directeur de la CIA. Pour lui

les Etats-Unis sont la seule puissance à faire en sorte que « règne la loi et non la loi de la jungle ».

Avec l'éclatement de l'URSS en 1990, la guerre froide est terminée avec la victoire des Etats-Unis qui se trouvent dans l'obligation de recréer un nouvel ordre international. Saddam Hussein leur donna l'occasion d'affirmer leur statut d'unique puissance mondiale en envahissant le Koweït. L'opération « Tempête du désert » donne lieu à l'un des impressionnant déploiement de force de l'après guerre. L'Irak est vaincu, mais ne voulant pas s'enliser dans un guêpier incertain, le président George Bush ne va pas jusqu'au renversement de Saddam et quitta le pays. Les Etats-Unis sont apparus alors comme le gendarme du monde. Ils ont démontré leur suprématie politique, stratégique et technologique. La main mise sur le pétrole du Golfe persique et l'influence sur les pays de la région sont renforcées. Cette campagne a eu également le mérite de mettre fin au syndrome vietnamien.

Lorsque Clinton succéda à Bush, il s'intéressa surtout à la défense des droits de l'homme et de l'environnement, la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et contre le terrorisme. Mais il a fait de la promotion de l'économie son principal cheval de bataille. Il déclara : « promouvoir la démocratie et l'économie de marché dans le monde parce que cela protège nos intérêts et notre sécurité et parce qu'il s'agit de valeurs qui sont à la fois américaines et universelles¹⁸ ».

Le président Clinton réussit un coup d'éclat sur la scène internationale avec la signature d'un accord de paix entre les Palestiniens et les Israéliens mais tout en maintenant le blocus contre l'Irak.

La politique des Etats-Unis s'inscrit depuis lors dans une logique de « super puissance ». les institutions internationales comme l'ONU ou l'OTAN ne sont plus prises en compte ou bien utilisées selon leurs intérêts et leurs desseins. Ils s'appuient sur un formidable arsenal et leurs forces armées sont présentes sur tous les points chauds de la planète. Ils assurent également la moitié du marché d'armes dans le monde. Ils présentent l'économie la plus forte en représentant 28% du PNB mondial.

Mais sur le plan politique et avec l'avènement du président George Walker Bush, un courant ultra conservateur envahit la Maison Blanche.

Le clan des « Faucons »

Les hommes et les femmes qui composent le gouvernement du président G W Bush sont, pour nombre d'entre eux, des anciens des administrations républicaines qui dirigèrent le

¹⁸ Clinton cité par Annie Zwang sans son livre les Etats-Unis et le monde, Edition Ellipse aout 2000

pays avant les deux mandats du président Clinton. Son vice-président Dick Cheney est un familier des organes gouvernementaux. Tous comme le président Bush, il vient du milieu du pétrole. Non seulement il fût ministre de la défense dans le gouvernement de G. Bush père et connût les crises de Panama et du Golfe, mais il avait été auparavant secrétaire général de la Maison-Blanche sous le président Ford. De même, le ministre de la défense, Donald Rumsfeld occupe un poste qu'il a déjà tenu dans un gouvernement précédent (1975-77). Sa carrière l'a aussi conduit à être un proche du président tout au long des années soixante-dix, à représenter son pays au sein de l'OTAN et à présider la commission sur la menace des missiles balistiques de 1998 à 1999.

La conseillère en matière de sécurité nationale puis secrétaire d'Etat, Condoleezza Rice, quoique plus jeune, est une spécialiste de la Russie et a déjà été, à ce titre, membre du conseil de sécurité nationale sous la présidence de G. Bush père. Elle aussi vient du milieu du pétrole.

Très controversé dans les médias européens , Paul Wolfowitz, est présenté comme le chef du camp des néoconservateurs. Il occupe la place de secrétaire adjoint à la défense. Cependant, cet universitaire a, lui aussi, occupé différents postes dans les gouvernements antérieurs. Il a déjà servi au Pentagone à deux reprises, dont une en 1989, en tant que sous-secrétaire d'état, sous la direction de monsieur Cheney. Il est aussi passé par le ministère des affaires étrangères et a été ambassadeur en Indonésie. Très présent dans les réflexions stratégiques depuis 1990, il est souvent présenté comme le porte drapeau de la doctrine Etats-Unis : seule superpuissance mondiale.

Leur longue occupation de la Maison Blanche témoigne réel retour des valeurs de domination et de puissance qui prévalait à l'ère Reagan. Cette situation fait dire à monsieur François Géré¹⁹ : « Certes, il existe un aspect déclaratoire puissant dans tout cela (parlant des orientations stratégiques récentes de ce gouvernement), très inspiré de ce que l'administration républicaine de Ronald Reagan (1980-89) avait voulu mettre en œuvre durant les années 1981-83. Ce n'est pas un hasard si l'on retrouve parfois aujourd'hui les mêmes personnes dans l'entourage du président G. W. Bush. On retrouve également la même conception, à la fois fondée sur une capacité militaire d'aller au devant de l'adversaire et le vieux thème de la protection du territoire des Etats-Unis grâce à la fameuse défense anti-missile ».

¹⁹ Directeur de l'Institut Diplomatie et Défense.

Cette équipe est considérée par les observateurs comme l'artisan de la nouvelle invasion de l'Irak, d'abord pour « éradiquer les armes de destruction massive » puis pour lutter contre le « terrorisme ». Elle incarne la stratégie de puissance des Etats-Unis d'aujourd'hui.

Mais la puissance américaine s'appuie également sur un vivier de potentiels humains unique au monde. Une spécificité américaine qui fait appel aux meilleurs penseurs du pays.

Les Think Tank

Dès les années cinquante, le monde politique américain a vu apparaître ces groupes de réflexion bien structurés et souvent financés par le philanthropisme américain voire des subventions, dont la vocation est de concevoir ou de participer au débat d'idées en particulier en matière de pensée stratégique. Ils regroupent une partie importante des experts en politiques publiques et exercent un rayonnement avéré dans de nombreux secteurs.

Leur rôle dans la politique américaine n'est donc pas récent et les liens avec les partis sont souvent nets. L'actuel gouvernement n'échappe donc pas à ce schéma d'autant que, globalement, la nouvelle génération de ces groupes de pensée s'inscrit plutôt dans le camp de la « nouvelle droite » et donc proche du parti républicain. A ce titre, l'influence de l'organisation, bastion néoconservateur, qu'est l'American Enterprise Institute ne date pas du 11 septembre ni même de l'élection de G. W. Bush. L'implication politique des « Think tanks » conservateurs s'est progressivement accrue tout au long des années quatre-vingt-dix et a bénéficié du développement des nouveaux médias. Les liens se sont ainsi tissés avec la haute fonction publique jusqu'à la situation que nous pouvons observer dans l'actuel gouvernement. La contribution de ces « Think tanks » aux débats stratégiques et aux orientations prises par la politique étrangère américaine est donc le fruit d'une influence réelle mais qui est bien antérieure aux événements récents.

« Nous sommes au centre, proclamait le sénateur Jesse Helms en 1996, et nous devons y rester (...). Les Etats-Unis doivent diriger le monde en portant le flambeau moral, politique et militaire du droit et de la force, et servir d'exemple à tous les peuples ».²⁰ Quelques années plus tard, le néoconservateur Charles Krauthammer écrivait tout aussi modestement : « *L'Amérique enjambe le monde comme un colosse (...). Depuis que Rome détruisit Carthage, aucune autre grande puissance n'a atteint les sommets où nous sommes parvenus* »²¹.

²⁰ Jesse Helms, « Entering the Pacific Century » Heritage Foundation, Washington DC, 1996.

²¹ « The Second American Century », Time Magazine, New York, 27 décembre 1999.

Un tel discours n'est pas totalement récent dans le paysage politique américain et certains analystes estiment que les Etats-Unis développent une vision messianique de leur politique extérieure. Il est vrai que depuis le début du XX^{ème} siècle, lors de leur accession au rang de puissance mondiale, les Etats-Unis ont souvent développé un discours tendant à exporter les valeurs qui sont à la base de leur réussite. Dès le mandat du président Wilson, avec des créations comme la Société Des Nations, ou le traité de Versailles, l'on peut percevoir des velléités d'exporter un modèle. Il n'est donc pas surprenant de retrouver dans le discours officiel actuel un tel propos. Les dirigeants politiques américains sont intimement convaincus que tous les peuples aspirent sincèrement à la paix et à l'ordre international garanti dans un cadre institutionnel.

Cette volonté se traduit par une culture stratégique forte destinée à appuyer les desseins de l'Amérique. Outre l'exportation de l'« american way of life », la défense des intérêts du pays et en particulier le souci de ses approvisionnement s'inscrivent dans cette volonté.

Cette vision du rôle des Etats-Unis était déjà clairement énoncée en 1908 par le président Théodore Roosevelt : *«Je ne peux préconiser des mesures pour l'accomplissement de nos devoirs vis-à-vis du reste du monde sans mettre en avant la nécessité de nous placer dans une position de défense totale. Il y a un rang dû aux Etats-Unis parmi les nations qui sera terni, si ce n'est perdu, par une réputation de faiblesse. Si nous voulons éviter l'insulte il faut être capable d'y répondre ; si nous voulons assurer la paix, un des instruments les plus puissants de notre prospérité croissante, nous devons faire savoir que nous sommes en permanence prêts pour la guerre»*.²² Cela permet à certains analystes de dire que la « doctrine de la préemption » du président Bush « s'inscrit dans la lignée de la doctrine Monroe formulée en 1823 et au corollaire de Roosevelt au début du XX^{ème} siècle».²³

Cette approche se traduit militairement par le concept de « guerre juste », mais une guerre totale, visant à obtenir de l'ennemi une reddition sans condition.

Dans ce cadre, la culture stratégique américaine affiche des traits militaires caractéristiques et assez constants à travers l'histoire :

- l'anéantissement de l'ennemi, ce qui conduit les stratèges américains à approcher directement le centre de gravité adverse et à l'attaquer massivement, sans subtilité ;

²² Theodore Roosevelt, Special Message to Congress, 1908, cité in John M. Blum and others, The National Experience, Harcourt Brace Jovanovich, INC, New York, 1977, p. 528.

²³ Saïda Bédar, « Le déploiement géostratégique de la puissance américaine », Diplomatie, mars/avril 2003

- l'offensive opérationnelle, qui fait que tout est conçu autour de la projection de force et que peu d'importance n'est donnée aux questions de défense ;
- l'attrition, selon laquelle une avance lente mais qui use l'adversaire est préférable à des manœuvres brillantes.

Les événements les plus récents ne font que confirmer cette approche.

Les Etats-Unis occupent depuis 1991 une position singulière, sans équivalent dans l'histoire moderne, et ils n'ont en face d'eux aucun adversaire étatique susceptible, dans un avenir prévisible, de remettre en cause les grands équilibres. De surcroît, leurs concurrents économiques principaux, européens et nippons, sont des alliés stratégiques. Sur le plan politique, ils ont vu la sphère de leur souveraineté s'étendre et leurs marges de manœuvre s'accroître. Sur le plan économique, ils fixent les règles, les normes et les contraintes du système international. Maintenir ce statu quo favorable est un objectif premier de la politique extérieure américaine, qui se décline différemment selon le caractère plus ou moins coopératif ou coercitif des moyens mis en œuvre. Alors que l'administration Clinton avait privilégié une diplomatie axée sur les aspects économiques et, dans une certaine mesure, la coopération multilatérale, la nouvelle administration a été, dès son arrivée, tentée par la force et l'action unilatérale.

Cependant, comme l'indiquent les points que nous venons de soulever, ces orientations fondamentales ne sont pas issues des événements dramatiques du 11 septembre. Elles se trouvaient en germe bien avant cette date. Ce ne sont pas les révélations récentes d'un ancien ministre des finances du gouvernement Bush selon lequel, la guerre contre Saddam Hussein était décidée bien avant le 11 septembre, qui infirmeront cette démonstration.

23- Le pétrole au cœur de la stratégie de puissance américaine

Depuis ils ont prit conscience de leur puissance, les Etats-Unis ont développé des stratégies qui peuvent s'apparenter à des stratégies de puissance pour soit protéger leurs intérêts, soit pour exporter leur modèle. Protégés par deux océans, ils ont cru pouvoir vivre en autarcie en s'isolant du reste du monde, mais ils se sont vite rendus compte que leurs intérêts vitaux ne peuvent être dissociés des enjeux stratégiques mondiaux.

A l'issue de la seconde guerre mondiale, alors l'Europe et le Japon sortait du conflit pratiquement détruits, les Etats-Unis « émergent de la guerre comme l'économie la plus puissante du monde. Avant même la fin des hostilités, ils mettaient les jalons d'une structure

économique internationale, le plan d'action pour une économie mondiale aux ambitions et tensions déjà bien définies ».²⁴

Leur besoin en énergie est exponentiel et est fonction de leur production industrielle qui a connu un remarquable essor à l'issue de la seconde guerre mondiale. Leurs réserves connues même si elles étaient importantes se sont avérées très insuffisantes. En outre, ils ont décidé de faire de leurs gisements d'hydrocarbures l'essentiel de leurs réserves stratégiques et d'avoir recours à l'importation pour subvenir aux besoins de leur économie. Les importations, par rapport à une consommation globale en croissance permanente, passent de 33,2% en 1986 à 50,9 % en 1999 dont la moitié vient du Moyen Orient. Le reste est fourni par l'Amérique Latine, le Canada et le Nigéria en Afrique.

L'approvisionnement diversifié en pétrole représente donc un intérêt vital pour les Etats-Unis. Les pays industrialisés ont également des besoins énormes en énergie et spécialement en hydrocarbures. Hier, le Japon, les pays de l'Europe occidentale, aujourd'hui, la Chine, l'Inde et le Brésil sont des concurrents sérieux des Etats-Unis dans ce domaine.. Jacques Bergier et Bernard Thomas déclaraient dans ce sens que : « *Les États-Unis, par leur dynamisme, par la rapidité avec laquelle ils ont compris très tôt l'importance qu'allait avoir le pétrole, par le soutien militaire et diplomatique accordé par leurs gouvernements aux initiatives privées, ont su conquérir des positions qu'ils ne sont pas prêts de lâcher*²⁵ ». Dans cette course aux sources du pétrole, les américains vont être conduit à pratiquer une politique interventionniste dans le but de s'assurer la maîtrise de ces ressources. Cette politique va s'appuyer tantôt sur la diplomatie, sur des relations commerciales pacifiques, tantôt sur la pression, sur des manœuvres subversives, voir même sur la force et la guerre.

Cette politique pétrolière américaine a été insérée dès le début du XX^{ème} siècle dans la politique globale du pays et qui était comme il a été démontré dans la partie précédente une politique qui s'appuie sur une stratégie de puissance pour exporter leur modèle de société et surtout pour préserver leurs intérêts sur les cinq continents.

Le conflit de puissance entre les Etats-Unis et l'Angleterre pour le pétrole

Ce conflit a en réalité commencé dès les premières années de l'exploitation des gisements de pétrole. Les compagnies de pétrole, cinq américaines et deux anglaises soutenues par leurs gouvernements respectifs se sont livrées à des batailles aussi surnoises qu'acharnées. La lutte se déroule dans le monde entier, partout où se trouve un puits, sur

²⁴ Guyatt Nicolas, Encore un siècle américain, P41, Editions Enjeux Planète Aout 2002

²⁵ Jacques Bergier et Bernard Thomas, La guerre secrète du pétrole, Editions Flammarion 1971.

toutes les voies de passage du pétrole. Deux hommes vont incarner cette lutte acharnée. Rockefeller et Deterding.

Rockefeller est probablement le plus grand des aventuriers du pétrole. C'est un personnage hors série. Sa volonté de puissance sans limites est servie par un sens de l'organisation prodigieux. C'est lui le véritable inventeur des méthodes et des mœurs du capitalisme moderne. Peu lui importe le nombre de rivaux qu'il a contraints au suicide : son éthique tient en deux mots, l'efficacité et la rentabilité. , en 1858, il disposait de 500 dollars. En 1865, de 50 000 dollars ; en 1870 (à trente et un ans) d'un million de dollars ; en 1885, 100 millions ; en 1900, un milliard. En 1910, il atteint deux milliards de dollars. C'est l'homme le plus riche de son époque. Mais ce n'est pas l'argent qui l'intéresse : c'est la puissance. La fortune n'est qu'un moyen de l'acquérir. De l'autre côté de l'Atlantique, un Hollandais nommé Hendrik August Wilhelm Deterding débarque aux Indes néerlandaises. Le directeur d'une petite compagnie pétrolière appelée Royal Dutch Petroleum, August Kessler, l'a engagé comme employé de bureau, agent. Il s'occupe d'abord d'un petit comptoir, en pleine jungle, à Sumatra. Il s'en occupe si bien que, six ans plus tard, à la mort de Kessler, c'est lui qui prend sa succession. Il invente « le marché chinois ». L'Empire du Milieu est bientôt envahi de bidons et de lampes à pétrole Royal-Dutch. Sa société est si florissante que Rockefeller tente de la racheter : en vain. Dès lors, il lui déclare la guerre. La face du monde va en être changée.

A la même époque, le banquier Marcus Samuel se trouvait à la tête d'une importante société d'import-export qui faisait commerce de tous les produits imaginables entre l'Angleterre, l'Extrême-Orient et vice-versa. L'un des articles qui se vendaient le mieux était un coquillage japonais : aussi Samuel avait-il adopté pour emblème une coquille Saint-Jacques et donné à sa société le nom de Shell (coquillage). Le pétrole, que des chercheurs découvrirent pour son compte à Bornéo, prit progressivement une part prépondérante dans ses activités. Samuel voulut alors attaquer Rockefeller sur son propre terrain, aux États-Unis. Mal lui en prit : comme par miracle, les puits texans auxquels il s'intéressait se mirent à diminuer leur production. La situation devint rapidement catastrophique pour Deterding et pour Samuel. Rockefeller, profitant de l'essor extraordinaire de l'automobile, centupla sa production. Il se mit à vendre des quantités grandissantes d'essence. Le kérosène, destiné aux lampes d'éclairage, et sur lequel Deterding et Samuel avaient bâti leur fortune chacun de leur côté, était devenu pour Rockefeller un sous-produit qu'il pouvait se permettre de lancer sur le marché à des tarifs de plus en plus bas. La guerre des prix fit rage sur les cinq continents. Un malheur n'arrivant jamais seul, le Tsar menaça de nationaliser ses puits de Bakou, dans lesquels tout le monde avait acquis entre temps de gros intérêts. Bref, la Royal-Dutch de

Deterding aurait pu produire de l'essence, mais elle ne possédait aucun marché pour le vendre : La Shell de Samuel aurait bien eu un marché mais elle n'avait que du fuel – et les bateaux de Sa Gracieuse Majesté n'étaient pas encore équipés pour le brûler. L'impitoyable tactique de Rockefeller était en train de les ruiner. Il fallait s'unir sous peine d'être rachetés à bas prix par le géant américain : ce que les deux compagnies se décidèrent à faire en 1907. Les actions furent partagées 60% pour les Anglais, 40% pour la Hollande (la couronne de Hollande est personnellement intéressée à l'affaire depuis l'origine), pourcentage qui n'a pas varié jusqu'à présent. Henry Deterding adopta alors la nationalité anglaise. Il deviendra par la suite, comme Samuel, membre de la Chambre des Lords. Alors enfin la Shell put tenir tête à la Standard. Deterding, le Napoléon, contre Rockefeller, le roi du pétrole : l'empoignade fut grandiose.

L'Allemagne, avant la première guerre mondiale, avait entrepris le fameux « Drag nach Osten », la poussée vers Osten : Est ! La construction d'un chemin de fer reliant Berlin à Constantinople, puis à Bagdad et au Golfe Persique, d'une part, à l'Arabie et à la mer Rouge de l'autre, était en cours. Le but, à peine voilé, de l'Allemagne consistait à devenir maîtresse du marché européen. Or, bien loin de s'y opposer, Deterding s'associa à ce projet qui le servait dans sa lutte contre Rockefeller. Ou plutôt, il jouait le double jeu : l'amitié qui liait le Sultan de Constantinople à l'Allemagne lui permit (ainsi qu'à la B.P. ; alors encore l'Anglo-Persian), d'éliminer l'Américain des puits fabuleux de Mossoul et de Mésopotamie. Mais d'un autre côté, il se méfiait de ce partenaire trop entreprenant. En mars 1914, cinq mois avant la déclaration de guerre, un traité : fut signé qui répartissait ainsi les pétroles turcs : 75% pour l'Angleterre ; 25% pour la Prusse.

Alors, la guerre entre les deux Rois du Pétrole, qui avait marqué une trêve de 1914 à 1918, reprit de plus belle. En 1920, elle tournait à l'avantage de Deterding : " Je puis dire que les deux tiers des gisements exploités dans l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud sont entre des mains anglaises... Dans les États de Guatemala, Honduras, Nicaragua, Costa-Rica, Panama, Colombie, Venezuela et Equateur, l'immense majorité des concessions sont entre des mains britanniques. Si l'on considère la plus grande de toutes les organisations pétrolières, le groupe Shell, il possède en toute propriété, ou il contrôle des entreprises dans tous les champs pétrolifères du monde, y compris les États-Unis, la Russie, le Mexique, les Indes Néerlandaises, la Roumanie, l'Égypte, le Venezuela, la Trinité, l'Inde, Ceylan, les États Malais, le Nord et le Sud de la Chine, le Siam, les Détroits et les Philippines... Avant peu de temps, l'Amérique sera obligée d'acheter le pétrole à coups de millions de livres sterling par an aux sociétés anglaises et devra payer en dollars.

Cette lutte entre les deux hommes cachent en réalité une lutte entre deux pays, deux cultures et deux modes de pensées. Les Etats-Unis avec leur fougue et leur aventurisme prêts à tous les coups pour avoir gain de cause et une vieille Angleterre plus subtile et plus habituée à ce jeu de puissance.

La guerre froide pour le pétrole entre les Etats-Unis et l'Union soviétique

La guerre froide entre les deux superpuissances cachait en réalité une autre guerre pour le contrôle des plus importantes sources du pétrole dans le monde. Cette guerre a fait de la région du Golfe persique une région convoitée par les deux camps. Les soviétiques n'avaient pas besoin de pétrole, ils en produisaient des quantités suffisantes pour leur économie. Par contre pour les américains et surtout pour les européens, cette source d'énergie est capitale pour leur industrie. Le président Nixon a écrit dans ce contexte : « *si l'Union soviétique obtient le pouvoir de fermer les robinets du pétrole au Moyen-Orient, elle gagnera le pouvoir de mettre à genoux la plus grande partie de l'occident industrialisé*²⁶ ». Cette déclaration montre la menace que représentait un tel scénario.

Pour mettre pied dans cette région, la politique soviétique consistait à exploiter le nationalisme arabe afin de créer des difficultés aux pays occidentaux pour leur fourniture de pétrole. En effet, dès la fin de la seconde guerre mondiale, Staline a commencé à réfléchir à l'importance de cette région stratégique en entreprenant une véritable poussée en sa direction. C'est ainsi que l'U.R.S.S refusa de se retirer du Nord de l'Iran en créant la République d'Azerbaïdjan et la République populaire kurde et les mettant sous son contrôle. Les soviétiques créèrent ensuite la Compagnie mutuelle pour le pétrole pour exploiter les réserves de pétrole au Nord de l'Iran avec 51% des actions pour eux. Le président Harry Truman, conscient de la gravité d'une telle situation donna l'ordre à ses troupes de se préparer pour un affrontement armé pour libérer le Nord de l'Iran. Les soviétiques acceptèrent de se retirer pour éviter une escalade dangereuse dans la région.

Ne lâchant pas la pression sur la région, les soviétiques s'intéressèrent à la Turquie et à la Grèce pour contrôler le Bassin oriental de la Méditerranée. Mais encore une fois le président Truman réagit en installant des Bases militaires en Lybie, en Turquie et en Arabie Saoudite. Il a cherché à freiner la puissance soviétique dans cette région du monde. C'est ce que les observateurs politiques ont nommé la « doctrine Truman ». Cette doctrine est basée sur l'affirmation de la puissance américaine. Le pétrole fait le lien entre cette doctrine et plan

²⁶ Nixon Richard, la Vraie guerre, P92, Editions Albin Michel 1980.

Marshall. En effet, les américains estimaient que sans le pétrole le programme de reconstruction de l'Europe a peu de chances de réussir.

En 1951, l'Iran était sur le point de basculer dans le communisme. Avec le premier ministre anti occidental Mohamad Mossadegh, le parti Toudeh gagnait en puissance. La nationalisation de la compagnie pétrolière était considéré par les autorités américaines comme une véritable catastrophe. C'est pourquoi, une intervention de la CIA écarta le premier ministre de la scène politique et remis l'Iran dans le camp occidental.

La crise de Suez marqua également un autre épisode de cette guerre froide entre les deux puissances. Les américains ont été contraints de condamner l'intervention militaire de la France, du Royaume Uni et d'Israël pour répondre à la nationalisation du Canal de Suez. En effet, cette intervention a eu lieu à un moment où le monde libre et à sa tête les Etats-Unis vient de condamner fermement la brutale répression de la révolution hongroise par les soviétiques. La menace de ces derniers d'intervenir militairement pour soutenir le président Nasser, obligea les américains à faire pression sur leurs alliés pour qu'ils retirent leurs forces de l'Egypte. Pourtant la fermeture du Canal constitue pour les pays de l'Europe occidentale un coup d'arrêt pour leur économie, car 70% du pétrole y transite.

Le choc pétrolier de 1973 confirma l'importance stratégique du pétrole pour les pays occidentaux et spécialement pour les Etats-Unis. Les prix qui ont quadruplé ont marqué le passage du contrôle du pétrole du Moyen-Orient des multinationales aux pays producteurs. Les nations du Golfe se sont vus leurs richesses s'accroître mais elles sont devenues plus vulnérables. Pour combler le départ des britanniques de cet région stratégique, les Etats-Unis se sont appuyés sur deux états piliers. Ils ont fournis de l'armement et du matériel et une assistance technique pour parer à toute incursion étrangère, surtout qu'une flottille soviétique rodait dans les environs du Golfe. Ce système permis effectivement d'éviter toute ingérence soviétique directe dans le Golfe jusqu'en 1979 avec l'écroulement de l'un des deux piliers. La révolution iranienne remis en cause tout ce système.

Les soviétiques n'ont jamais cessé de s'intéresser cette région. Ils ont convergé en essayant de resserrer leur mouvement de tenaille autour de la zone des gisements de pétrole. Ce mouvement commença depuis le continent africain où ils font venir quinze milles cubains en Angola afin d'installer un régime communiste. Il se poursuivit en Ethiopie, pays qui fait face à l'Arabie Saoudite, où ils installèrent plus de Vingt mille cubains. En 1978, ce mouvement permis aux soviétiques de mettre pied dans la péninsule arabique elle-même en permettant à un groupe prosoviétique de prendre le pouvoir dans le Sud-Yémen en déclarant la guerre au Yémen du Nord. En 1979, un groupe terroriste entraîné au Sud-Yémen frappa au cœur même de l'Arabie Saoudite en s'emparant du sanctuaire le plus sacré de l'Islam à la

Mecque. Le second mouvement de cette tenaille est amorcé par le Nord. En 1978, un groupe prosoviétique prit le pouvoir en Afghanistan, permettant ensuite à l'Armée rouge d'envahir le pays et mettre le Golfe persique à portée de canon. Henry Kissinger parlait à cette époque là de « ligne imaginaire reliant l'Angola à l'Afghanistan en passant par l'Arabie Saoudite²⁷ ». Les soviétiques s'approchaient du détroit d'Ormuz d'où transitait 40% du pétrole mondiale.

La chute du Chah d'Iran a été perçue comme une défaite stratégique de l'occident. Le régime de ce pays n'avait non seulement pas participé à l'embargo pétrolier de 1973 mais était entrain de préparer le terrain pour l'aménagement de bases militaires américaines sur des sites hautement stratégiques. La perte de l'Iran au moment où le règne du Sultan d'Oman était menacé par les guerriers marxistes du Dhofar venant du Sud-Yémen était une réelle menace pour toute la région et pour le ravitaillement pétrolier de tout l'occident. Dans tout le Golfe persique, il ne restait qu'un seul pays capable de remplacer le pilier stratégique perdu. Il s'agit de l'Irak, où le régime baasiste détient une force militaire considérable. C'est pourquoi les américains ont essayé d'améliorer les relations avec ce pays pour le pousser ensuite vers un conflit sanglant contre son voisin iranien.

La richesse et l'extrême vulnérabilité des pays du Golfe sont donc « *un véritable fléau qui menace la source d'approvisionnement en pétrole de tout le monde occidental* ». Ils sont devenus la cible privilégiés des soviétiques. Le président égyptien Sadate déclarait pour commenter l'invasion de l'Afghanistan par l'Armée rouge : « *la bataille pour les réserves de pétrole a déjà commencé*²⁸ ».

Le président Nixon écrivait dans ce sens : « toute l'économie industrielle de l'Occident dépend aujourd'hui du pétrole et toute la machine militaire de l'occident marche au pétrole. Contrôler l'acheminement du pétrole, c'est contrôler la vie de l'Occident. Jamais la région du Golfe persique n'a été aussi vitale pour l'avenir du monde. Jamais les nations du Golfe n'ont été aussi vulnérables à une puissance agressive qui cherche à imposer sa volonté au monde²⁹ ».

Mais les Etats-Unis vont très vite trouver une solution pour stopper cette invasion soviétique dans la région. Se basant sur la haine des islamistes pour le communisme, les Etats-Unis vont armer et financer la résistance afghane pour lutter contre les soviétiques. Des guerriers islamistes venus de tous les pays musulmans vont se joindre à la résistance afghane dans cette « guerre sainte pour l'Islam ». cette convergence des Moudjahidines islamistes s'est opérée avec la bénédiction des services secrets américains. Les armes les plus sophistiquées dont le fameux missile Stringer vont leur être fournis. L'Armée rouge vacille

²⁷ Cité par Richard Nixon dans son livre « la vraie guerre » en 1980

²⁸ Discours radio télévisé du président Anouar Sadate en décembre 1970

²⁹ Nixon Richard, la Vraie guerre, P92, Editions Albin Michel 1980.

sous les coups d'une résistance afghane galvanisée par le sentiment religieux et finit par tomber.

D'un autre côté la guerre de Saddam Hussein contre le régime des Mollahs en Iran rassura les monarchies du Golfe. Ce conflit a fait plus d'un million de mort côté iranien et a pratiquement ruiné le pays. Le Yémen se réunifie, s'éloigne peu à peu du spectre du communisme radical et retrouve sa place au sein de la communauté des pays du Golfe.

La chute du mur de Berlin et l'éclatement de l'Union soviétique mettent définitivement fin à cette guerre froide pour le contrôle des sources et des réserves de pétrole dans l'un des goulots les plus sensibles et les plus stratégiques au monde : le Golfe persique.

Les réserves mondiales sont aujourd'hui de 140 milliards de tonnes dont 110 pour les pays de l'OPEP et 36 milliards pour la seule Arabie Saoudite, Irak et Koweït venant ensuite avec 15 milliards chacun. Les pays consommateurs non producteurs ont pour préoccupation d'assurer la sécurité de leurs approvisionnements aux moindres coûts et quant aux pays producteurs et consommateurs, il y a ceux dont le ratio réserves/production est relativement élevé, c'est le cas de la Russie, troisième exportateur mondial qui ne consomme que la moitié de sa production, et ceux dont le ratio est bas, c'est notamment le cas des Etats Unis qui, pour une production de 360 millions de tonnes en consomment 880 millions et dépendent donc des importations pour plus de 50%, chiffre qui ne peut aller qu'en augmentant.

On s'explique ainsi la politique énergétique américaine qui commande en certaines parties du monde l'orientation de sa politique internationale d'autant que les Etats-Unis sont la seule puissance ayant la capacité de prendre des dispositions, militaires s'il le faut, pour conforter sa politique. Étant donné le développement et la puissance des sociétés pétrolières privées aux Etats Unis, on n'y retrouve pas la symbiose qui a caractérisé et subsiste, dans une mesure relative, en France entre action gouvernementale et sociétés, mais les compagnies américaines bénéficient toujours de l'appui diplomatique de leur gouvernement dont on sait qu'il peut être contraignant.

La politique américaine en Asie centrale vise à contrôler les gisements prometteurs de cette région du monde. Si l'on songe que sur les dix-sept gisements géants découverts dans les dix dernières années, les deux plus importants se trouvent situés dans des pays ex-soviétiques, notamment celui de Kashagan au Kazakhstan, on comprendra que les pétroliers américains qui représentent 20 % du consortium exploitant sont très actifs dans la région tandis que la Russie qui ne peut intervenir seule n'est cependant pas absente des consortiums mais surtout, tient à contrôler l'évacuation du brut par oléoducs. C'est ce qu'on appelle la " bataille des oléoducs "

Les réserves pétrolières du Kazakhstan et de l'Azerbaïdjan principalement localisées en mer Caspienne sont déjà très supérieures à celles des Etats-Unis et pourraient atteindre le quart de celles du Moyen Orient, avec des exportations d'environ 1,3 millions de barils/jour. Il faut cependant désenclaver la région, c'est à dire construire des oléoducs vers soit la Mer Noire, soit la Méditerranée à travers la Turquie, soit le Golfe Persique. La nécessité de traverser l'Iran dans ce dernier cas a fait, pour l'instant, écarter le projet mais si la Russie favorise l'évacuation par son territoire vers la mer Noire, les Etats-Unis poussent à la construction d'un tuyau de 1730 km reliant Bakou à Ceyhan sur la côte turque de la Méditerranée. La première manche vient d'être remportée par les Russes qui, ayant achevé le contournement de la Tchétchénie ont pu inaugurer un oléoduc de 1580 km et d'une capacité de 67 millions de tonnes. Cette ligne aboutit à Novossibirsk sur la côte russe de la mer Noire. Quant au projet Bakou-Ceyhan, bien que non économique, au moins à l'heure actuelle, son principal mérite était de bloquer les projets à travers la Russie ou à travers l'Iran.

Voilà donc un cas typique où les autorités gouvernementales américaines interviennent alors que les pétroliers pensent d'abord à la rentabilité la plus rapide de leurs investissements tout en désirant, ce qui est normal, contrôler aussi la voie d'évacuation de leur brut.

Ces considérations à la fois d'ordre politique, économique, stratégique et pétrolier expliquent, sans toutefois l'excuser, la volonté d'écrasement continu de l'Irak de la part des Etats Unis. On comprend que ces derniers soient enclins à préférer des Etats Arabes moins avancés et plus dépendants dans une relation presque de type néocolonial.

Un autre aspect de cette politique internationale concerne l'intervention des compagnies pétrolières dans certains pays en proie à des luttes intestines ou affligés d'un gouvernement qualité de dictatorial . C'est ainsi qu'estimant que les compagnies pétrolières fournissaient à l'Iran des ressources pour alimenter le terrorisme, le gouvernement américain a contraint la société CONOCO (Continental Oil Co.) de renoncer à l'exploitation au champs de Sirri et que, de plus, il eut la prétention, en vertu de la " loi d'Amato ", d'interdire à Total la reprise de cette exploitation

En Angola, il est bien certain, que l'afflux des revenus pétroliers dus aux découvertes, celles d'Elf-Aquitaine, a plus contribué au maintien au pouvoir de Dos Santos contre Jonas Savimbi que les armées cubaines. C'était l'intérêt des pétroliers, donc de la France, et probablement des Etats-Unis qui, la guerre froide étant du passé, les cubains rentrés chez eux et l'Afrique du Sud politiquement correcte, ne s'intéressaient à la question, eux aussi, que sous l'angle uniquement pétrolier.

III - Les nouvelles stratégies américaines pour le pétrole

L'approvisionnement diversifié en hydrocarbures et en particulier en pétrole représente donc un intérêt vital pour les Etats-Unis. Dans la course à cette diversification, ils vont être amenés à pratiquer une politique interventionniste dans le but de s'assurer la maîtrise des sources. Afin de conclure des marchés ou de les conserver pour subvenir aux besoins de leur économie, des pressions incluant l'emploi de la force militaire ou de la menace se révèlent indispensables. Les Etats-Unis ont effectivement conservé les moyens de leur politique pétrolière en l'intégrant dans leur stratégie de puissance globale.

31- Les Etats-Unis, le pétrole et les guerres du Golfe

L'Irak, pays fondateur de l'OPEP qui y a tenu sa conférence fondatrice en 1960, est au début du 21ème siècle un pays particulièrement attrayant pour des compagnies pétrolières qui en sont exclues depuis la nationalisation en 1972 de l'IPC (l'Iraq Petroleum Company) : avec 112,5 milliards de barils de réserves prouvées, son sous-sol recèle les deuxièmes réserves mondiales de pétrole de la planète. De surcroît, il s'agit d'un pétrole de très bonne qualité et dont le coût d'extraction est très faible, inférieur à un dollar le baril³⁰. L'intérêt ne s'arrête pas là : près de treize années d'embargo international ont rendu obsolètes les installations pétrolières irakiennes. L'ingéniosité et le savoir-faire reconnu des ingénieurs et techniciens irakiens n'ont pas suffi à compenser l'interruption des investissements dans le secteur pétrolier du pays. Entre-temps, les technologies en matière de prospection et d'extraction et de récupération ont progressé de manière significative, ce qui signifie qu'après une mise à niveau conséquente, les gisements déjà découverts et exploités connaîtraient sans aucun doute des taux de rendement, et donc une longévité accrue. D'autant que sur 73 gisements d'hydrocarbure découverts, seuls 15 ont été développés. Début 2002, l'ancien ministre du Pétrole Amer Rachid avait indiqué que sur les 73 gisements, seuls 24 étaient en production. Frappé de sanctions limitant ses capacités de production et plaçant ses exportations sous contrôle international, l'Irak a en effet préféré laisser dormir en l'état une quantité considérable de ses réserves de pétrole et de gaz. C'est bien entendu dans la perspective de mise en valeur de ces champs que les compagnies pétrolières étrangères, notamment russes et françaises, ont négocié des préaccords destinés à se transformer en accords en bonne et due forme, une fois les sanctions internationales levées par le Conseil de sécurité. En outre, compte tenu du fait qu'en raison des deux décennies de guerre et de sanctions qu'a connues

³⁰ Six dollars pour le baril de pétrole russe et cinq pour celui de l'Alaska.

l'Irak, près de 90 % de son territoire n'ont jusqu'à présent fait l'objet d'aucune prospection, en particulier dans le désert occidental, les géologues évaluent à un potentiel de 100 milliards de barils les découvertes non encore effectuées. Le pétrole n'est pas uniformément réparti sous le sol irakien. Avant l'invasion du Koweït, les deux tiers de la production provenaient des champs pétroliers du sud (Roumaïla à la frontière koweïtienne, objet principal du litige avec le Koweït, Zoubayr, et Nahr Ben Omar). Avec 10 milliards de barils de réserves prouvées, le champ de Kirkouk est le principal gisement du nord de l'Irak. Enfin, un autre méga-gisement, à l'est de Bagdad, recèle 11 milliards de barils de réserves prouvées.

Compte tenu de la composition de son entourage, le président J.W Bush a est très sensibilisé aux enjeux pétroliers de l'Irak. Ancien gouverneur du Texas, État pétrolier par excellence, George W. Bush a lui-même dirigé de 1978 à 1984 une «petite» compagnie pétrolière, Arbusto Energy/Bush exploration, puis de 1986 à 1990 Harken Oil. Son père, George H. Bush, avant d'être élu vice-président de Ronald Reagan, a fait fortune au Texas à la tête de la compagnie pétrolière qu'il avait co-fondée en 1953, Zapata Petroleum Corporation. Dick Cheney, l'actuel vice-président, a été de 1995 à 2000 le président d'Halliburton, un autre équipementier dans le secteur pétrolier. De 1991 à 2000, Condoleezza Rice, Conseillère à la sécurité nationale, était de 1991 à janvier 2001 administratrice de la compagnie Chevron Oil. D'autres personnages de premier plan de l'administration Bush, juristes, économistes ou hommes d'affaires ont exercé dans le secteur pétrolier. Cela n'en fait pas nécessairement des instruments obéissants du lobby pétrolier, mais selon la perspective que l'on adopte, ils ont pour le moins une compréhension intime des préoccupations de ce lobby, ou ils sont, tout simplement, eux-mêmes issus de ce dernier. La décision prise en mars 2001 de rejeter le protocole de Kyoto afin de ne pas soumettre les États-Unis à l'autolimitation consentie par les signataires du protocole était déjà une indication de la perméabilité existant entre l'industrie pétrolière américaine et les nouveaux dirigeants au pouvoir depuis le mois de janvier 2001. Ces responsables sont justement des hommes et femmes politiques qui ont fait vœu, publiquement, de défendre le mode de vie américain. Or, ce mode de vie est particulièrement coûteux en énergie. Automobiles, camionnettes, pick-up, mobile homes et 4x4 représentent près de 40 % de la consommation de pétrole des États-Unis. On se rappelle qu'à l'automne 1990, James Baker, secrétaire d'État de George Bush père, artisan de la coalition qui devait chasser l'Irak du Koweït, avait justifié la guerre à venir non par l'occupation d'un État souverain ou par la nécessité de rétablir le droit international, mais en déclarant à la télévision que cette guerre avait pour cause *«les emplois des Américains car*

le pétrole bon marché du Moyen-Orient stimulerait la croissance économique des États-Unis»...

L'un des fondements de la démocratie américaine est que les objectifs stratégiques de l'exécutif font l'objet de rapports officiels publiés et soumis à la discussion des parlementaires au Congrès. C'est le cas des nouvelles orientations stratégiques rendues publiques en septembre 2002 évoquant pour la première fois dans un document de 33 pages la notion de guerre préventive qui a vu sa mise en œuvre six mois seulement après son adoption. De même, en ce qui concerne l'énergie, les priorités et les objectifs sont contenus dans un rapport, *National Energy Policy*, publié le 17 mai 2001 par la Maison Blanche. Ce texte, également connu sous le nom de rapport Cheney, a fait l'objet de vives polémiques, car si la composition du groupe de travail est publique, le vice-président a en revanche obstinément refusé de révéler les noms des personnalités consultées, parmi lesquelles figuraient principalement de hauts responsables de l'industrie pétrolière, y compris ceux de la firme Enron, ultérieurement compromis dans la faillite frauduleuse de leur entreprise. Ce rapport a surtout fait scandale en recommandant des forages pétroliers dans les réserves naturelles de l'Alaska, pourtant protégées. Mais d'autres passages sont tout aussi importants, dans la mesure où ils éclairent les déterminants de la politique américaine mise en œuvre par certains de ses rédacteurs, le vice-président Cheney en tête : la production américaine de pétrole allant chuter de 12 % au cours des vingt prochaines années, le rapport souligne que la dépendance à l'égard du pétrole importé, déjà passée d'un tiers en 1985 à la moitié aujourd'hui, atteindrait les deux tiers d'ici à 2020. Dans le chapitre 8, intitulé *«renforcer les alliances globales, améliorer la sécurité énergétique et les relations internationales»*, le groupe de travail *«recommande que le président fasse de la sécurité énergétique une priorité de notre politique étrangère et commerciale»*. *«D'ici 2020, les producteurs de pétrole du Golfe devraient fournir entre 54 et 67 % du pétrole mondial. Il s'ensuit que l'économie mondiale va presque certainement continuer à dépendre de l'offre de pétrole des membres de l'OPEP, particulièrement dans le Golfe. Cette région va demeurer vitale pour les intérêts des États-Unis. En toute hypothèse, les producteurs de pétrole du Moyen-Orient vont demeurer centraux dans la sécurité pétrolière mondiale. Le Golfe sera l'objet d'une attention prioritaire de la politique énergétique internationale des États-Unis, mais notre engagement sera global, repérant les régions existantes et émergentes qui auront un impact majeur sur l'équilibre énergétique global.»* Il serait, bien sûr, tout à fait abusif de prétendre que ce document préconise l'invasion de l'Irak afin de faire main basse sur ses ressources en hydrocarbure. Mais il éclaire le débat stratégique sur le rapport entre la sécurité des États-

Unis, le pétrole et l'Irak qui a servi d'arrière-plan au processus de décision de l'administration Bush dans la période où a été effectué le choix d'intervenir militairement. Il s'agit de protéger le mode de vie américain et donc d'écarter toute idée d'économie d'énergie ; la consommation d'énergie par les Américains va continuer d'augmenter ; à l'horizon des deux prochaines décennies, les États-Unis continueront de dépendre des hydrocarbures du Moyen-Orient, et de façon croissante. Pour comprendre le mode de fonctionnement de la stratégie américaine, il est souhaitable de revenir aux événements déclencheurs de la guerre du Golfe.

Après huit ans de guerre contre l'Iran, l'Irak a acquis une puissance militaire menaçante, réalisé une certaine maîtrise technologique dans ce domaine et a renforcé ses capacités scientifiques et économiques. Les États-Unis commençaient à s'inquiéter de la montée de cette puissance régionale qui peut menacer dangereusement les équilibres géopolitiques dans une région vitale pour leur économie. Des signes avant-coureurs montrent l'inquiétude de l'Occident face à ce nouveau candidat à la puissance. D'abord le Club de Paris refuse le rééchelonnement de la dette irakienne. Ensuite une campagne médiatique impressionnante répond à l'importation par l'Irak de détonateurs de bombes nucléaires. Pour financer les coûts de la guerre, l'Irak adresse une lettre à la Ligue des États Arabes le 16 juillet 1990 dans laquelle il accuse le Koweït et les Émirats Arabes Unis d'avoir inondé le marché du pétrole par un surplus de production hors du quota qui leur a été alloué par l'OPEP. Cette surproduction a engendré un effondrement dangereux du prix du brut qui est descendu à 11 \$, autrement dit 7 \$ en dessous du prix fixé par l'OPEP. Les Irakiens estiment que chaque fois que le prix chute de 1 \$, ils perdent 1 billion de dollars en recette annuelle. Cette baisse continue enregistrée entre 1980 et 1990 a fait perdre ainsi au pays pas moins de 90 billions de dollars. Pour cela, l'Irak a proposé à l'ensemble des pays arabes producteurs de pétrole de hausser le prix à 25 \$ le baril et de créer un fond d'aide au développement arabe pour résoudre définitivement le problème de l'endettement de tous les pays de la communauté. Ce projet va être par les États-Unis comme une déclaration de guerre et ce pour plusieurs raisons. La première est que le pétrole est une denrée vitale pour plusieurs secteurs de l'économie américaine. La deuxième concerne le prix de la production du pétrole arabe est considérablement plus bas que celui du brut américain et contient davantage d'U.E.C³¹. La troisième concerne les superprofits qui vont directement aux cartels du pétrole aux États-Unis de la vente du pétrole. Même la partie réservée aux pays producteurs revient finalement aux sociétés occidentales sous formes de fonds placés dans des banques ou pour l'acquisition des

³¹ U.E.C : Unité d'équivalent charbon

produits finis. La quatrième raison est que l'Irak par sa démarche risquait de réactiver la solidarité au sein de l'OPEP et de remettre à jour des revendications que les américains ont enterré et qui consistait surtout à une revalorisation des prix de produits de base et l'indexation des prix des produits exportés par les pays du Sud aux prix des produits manufacturés importés par eux. Mais le refus des Etats-Unis était catégorique car ils étaient soucieux de préserver et de défendre l'ordre économique mondial dans son essence et ses exigences de la production du capital. Ali Kenz écrit dans un livre consacré à la guerre du Golfe : *« la guerre des Etats-Unis contre l'Irak est une guerre pour le pétrole dont la maîtrise peut seule assurer à ce pays le maintien de leur hégémonie économique face à leurs concurrents de demain (Japon, Allemagne, Chine...). C'est une guerre pour l'hégémonie mondiale. Mais ses conséquences seront contradictoires. A court terme, les acquis pétroliers américains freineront le déclin de ce pays mais transformeront son hégémonie en domination. Sa puissance ne sera plus liée à sa domination sur une source de matière première. C'est le passage d'une économie capitaliste à une économie de type rentier³² »*. Dans le même ordre d'idées, le prince saoudien Talal Ben Abdelaziz, fils du fondateur du royaume et connu pour son franc-parler, *«les États-Unis cherchent à contrôler le pétrole, parce que c'est une ressource stratégique dont ont besoin des États qui peuvent à l'avenir contrer la puissance américaine, tels que l'Union européenne, la Chine et le Japon. De l'avis des experts, le pétrole demeurera une ressource stratégique pour une bonne vingtaine d'années. Or, les réserves de la mer Caspienne et d'ailleurs ne peuvent concurrencer, en volume et en coût d'extraction, celles du Proche-Orient. Les États-Unis veulent contrôler le monde par le biais du pétrole du Proche-Orient.³³*

Les « Faucons » de la maison blanche et le pétrole

Le choix de Dick Cheney comme candidat à la vice-présidence de George W. Bush, fait entrer dans l'élection présidentielle une nouvelle composante géopolitique. Lorsqu'il était secrétaire à la Défense du président George Bush Sr., Cheney a non seulement présidé aux campagnes militaires contre le Panama, l'Irak et la Somalie, mais il a supervisé en 1992 l'un des plus grands programmes de privatisation de l'histoire du Pentagone. En effet, il a fait appel à l'entreprise texane de bâtiment Brown & Root Service, pour produire un rapport classifié montrant comment des sociétés privées (dont Brown & Root) pourraient fournir un soutien logistique aux troupes américaines dans des zones de guerre potentielles, pour leur

³² La guerre du Golfe et l'avenir des Arabes, Débats et réflexions, P56, Cérés Productions 1991.

³³ Da Lage Olivier, Géopolitique de l'Arabie Saoudite, Complexe, 1996.

permettre de se concentrer sur les activités militaires proprement dites. La même année, Brown & Root a remporté un contrat de logistique de cinq ans avec l'Armée américaine, pour des activités au Zaïre, à Haïti, au Kosovo, dans les Balkans et en Arabie saoudite.

En 1995, deux ans et demi après sa démission du poste de secrétaire à la Défense, Cheney fut nommé PDG de la société Halliburton de Dallas, numéro un mondial de l'ingénierie, du bâtiment et des services relatifs aux champs pétroliers. Il se trouve que Halliburton est propriétaire de Brown & Roots Services qui, de 1992 à 1999, a obtenu pour plus de 1,2 milliards de dollars en contrats du Pentagone pour des services logistiques dans des points chauds du globe. En mai 1999, l'Armée a passé un nouveau contrat de cinq ans avec B&R pour les Balkans, se montant à 731 millions de dollars. Par ailleurs le ministère britannique de la Défense a passé avec la société un contrat à long terme pour le fonctionnement des Docks de la Royal Navy à Davenport, seul port de ravitaillement en combustible et de montage des sous-marins nucléaires.

Suite au rachat du groupe Dresser Industries de Dallas, Halliburton est devenu le numéro un mondial des services dans les champs pétroliers, réalisant de la prospection géologique de nouveaux champs potentiels, ainsi que des services de forage et tout ce qui touche au développement et à la maintenance des gisements pétroliers dans le monde. La deuxième société mondiale dans ce domaine est Schlumberger.

Depuis l'arrivée de Cheney, Halliburton est présent dans toutes les régions du monde ayant à voir avec le pétrole. Outre un contrat pour 25 ans avec la compagnie séoudienne Aramco, il a un accord avec le géant britannique BP-Amoco pour lui fournir de l'équipement pétrolier au Proche-Orient, en Afrique, au Japon, en Chine, en Australie, aux USA et en Europe. Cheney a également assuré à Halliburton un contrat de livraison d'équipements offshore à la Shell Petroleum Development Corp. au Nigéria, ainsi qu'un accord-alliance avec l'une des grandes compagnies russes, Tyumen Oil Co. (TNK), appartenant au groupe russe Alfa, qui porte sur le développement conjoint des champs de pétrole et de gaz. Cheney a joué de son influence pour obtenir en 1999 de la banque Export-Import américaine une garantie de prêt pour TNK d'un montant de 489 millions de dollars. Le plus gros de cette somme devait garantir l'achat d'équipements auprès de Halliburton.

Cheney entretient aussi des relations avec les intérêts pétroliers chinois, ayant décroché un contrat avec la Société pétrolière offshore nationale chinoise, pour le forage en mer de Chine méridionale, conjointement avec Shell. De même, Halliburton s'est imposé dans le bassin de la Caspienne, notamment en Azerbaïdjan et au Kazakhstan. Sa division B&R fournit des services d'ingénierie et d'achat à l'énorme champ offshore azéri, Guneshi Chirag,

en accord avec la Compagnie d'opération internationale d'Azerbaïdjan. Halliburton détient également des contrats au Turkménistan pour le forage en mer Caspienne, ainsi qu'au Kazakhstan.

En lisant la liste de ses collègues au conseil d'administration de Halliburton, on peut avoir une idée de la façon dont Dick Cheney pourrait user de ses réseaux s'il devenait vice-président. Au poste de directeur, Cheney a personnellement nommé Lawrence Eagleburger, ancien directeur de Kissinger Associates et ancien ambassadeur en Yougoslavie. On y trouve également Carla Hills, déléguée au Commerce sous Bush, et Anne Armstrong, ancienne ambassadrice de Bush en Grande-Bretagne et présidente du Centre d'études stratégiques internationales de Georgetown, au conseil d'administration duquel siégeait Cheney et Kissinger.

32- Le pétrole et la nouvelle stratégie américaine en Asie centrale et en Afrique

Depuis que la consommation a excédé la production, les pouvoirs américains ont cherché à diversifier l'origine de leur approvisionnement en pétrole. Leurs moyens technologiques leur permettent de prospector efficacement les nouveaux gisements. Après l'épuisement des gisements sur le sol américain, les problèmes avec le Venezuela, la guerre du Golfe, les américains se tournent maintenant vers les gisements prometteurs de la mer Caspienne et vers un immense territoire encore mal exploré l'Afrique.

Les Etats-Unis et le pétrole de la Caspienne

La politique américaine en Asie centrale vise à contrôler les gisements prometteurs de cette région du monde. Si l'on songe que sur les dix-sept gisements géants découverts dans les dix dernières années, les deux plus importants se trouvent situés dans des pays ex-soviétiques, notamment celui de Kashagan au Kazakhstan, on comprendra que les pétroliers américains qui représentent 20 % du consortium exploitant sont très actifs dans la région tandis que la Russie qui ne peut intervenir seule n'est cependant pas absente des consortiums mais surtout, tient à contrôler l'évacuation du brut par oléoducs. C'est ce qu'on appelle la " bataille des oléoducs " .

Les réserves pétrolières du Kazakhstan et de l'Azerbaïdjan principalement localisées en mer Caspienne sont déjà très supérieures à celles des Etats-Unis et pourraient atteindre le quart de celles du Moyen Orient, avec des exportations d'environ 1,3 millions de barils/jour. Il faut cependant désenclaver la région, c'est à dire construire des oléoducs vers soit la Mer Noire, soit la Méditerranée à travers la Turquie, soit le Golfe Persique. La nécessité de

traverser l'Iran dans ce dernier cas a fait, pour l'instant, écarter le projet mais si la Russie favorise l'évacuation par son territoire vers la mer Noire, les Etats-Unis poussent à la construction d'un tuyau de 1730 km reliant Bakou à Ceyhan sur la côte turque de la Méditerranée. La première manche vient d'être remportée par les Russes qui, ayant achevé le contournement de la Tchétchénie ont pu inaugurer un oléoduc de 1580 km et d'une capacité de 67 millions de tonnes. Cette ligne aboutit à Novossibirsk sur la côte russe de la mer Noire. Quant au projet Bakou-Ceyhan, bien que non économique, au moins à l'heure actuelle, son principal mérite était de bloquer les projets à travers la Russie ou à travers l'Iran.

Voilà donc un cas typique où les autorités gouvernementales américaines interviennent alors que les pétroliers pensent d'abord à la rentabilité la plus rapide de leurs investissements tout en désirant, ce qui est normal, contrôler aussi la voie d'évacuation de leur brut.

Pour revenir à l'histoire de cette mer il faut noter que de 1921 à 1991 la Caspienne a été considérée par l'URSS et L'Iran, seuls Etats riverains pendant cette période, comme un lac régi par des traités internationaux bilatéraux et la législation interne de chaque Etat. Les ressources étaient donc leur propriété conjointe et exclusive. Depuis décembre 1991, la situation a profondément changé. Le nombre d'Etats riverains est passé de deux à cinq et les intérêts ainsi que les prétentions juridiques sur la mer et ses ressources se sont multipliés. Cette incertitude sur le statut final constitue un frein majeur aux investissements.

Deux approches s'affrontent, considérant la Caspienne comme une mer (soumise au traité de Montego Bay) ou un lac.

Dans le premier cas, les Etats riverains disposeraient, outre leur mer territoriale d'une largeur maximale de 12 miles marins, d'une zone économique exclusive où ils pourraient exercer leurs droits souverains d'exploration et d'exploitation des eaux, mais aussi des fonds marins et de leur sous-sol.

Si la Caspienne est assimilée à un lac, les Etats riverains disposeront d'une zone de 12 miles marins. Au-delà de cette zone, ils devront exploiter les ressources sur la base d'un accord commun, la Caspienne étant régie par un statut de condominium. L'exploitation des ressources sera donc placée sous contrôle d'une autorité internationale regroupant les pays riverains où les décisions devront être prises à l'unanimité.

Le statut a une influence directe sur le partage des richesses, ceci explique les différents actuels.

Au départ, la Russie et l'Iran ont opté pour le statut de condominium qui proroge la tradition séculaire d'entente entre les deux anciens empires sur cette mer. De façon plus prosaïque, cela leur garantit un accès aux hydrocarbures.

L'Azerbaïdjan, principal bénéficiaire d'une sectorisation, a assez logiquement préféré l'option opposée. Le Kazakhstan et le Turkménistan adoptaient une position intermédiaire mais non identique.

Depuis 1998, les avancées sont plus bilatérales que globales, la Russie ayant finalisé des accords avec ses voisins, laissant l'Iran isolé sur sa position. Ce dernier est donc dans une position inconfortable, d'une part il tente de n'être pas marginalisé dans la recherche exploratoire. Téhéran revendique 20% de la Caspienne, le parlement iranien a adopté une loi en février 2000, autorisant le NIOC à explorer, développer et exploiter les gisements de pétrole et de gaz de la Caspienne. Ainsi en mars 2001, la NIOC a signé un contrat de 226 millions d'USD avec une société suédoise (GVA Consultants) pour explorer le large de la côte de la province de Mazandaran.

Par ailleurs, le 23 juillet 2001, deux navires de la BP qui prospectaient pour l'Azerbaïdjan ont été interceptés par la marine iranienne. Depuis, la BP a suspendu ses explorations dans la zone.

Ces gesticulations sont pénalisantes pour tous les acteurs car elles diffèrent toute réelle mise en chantier, elles peuvent toutefois avoir une vertu paradoxale : obliger les protagonistes à négocier en amont sur des bases tenant compte des intérêts de chacun. Organisant l'interdépendance un accord serait alors en mesure de désamorcer des conflits futurs Cette problématique dépasse toutefois largement le seul problème du partage des richesses naturelles mais englobe également leur évacuation et leur traitement (problème évoqué dans les chapitres précédents).

Depuis l'indépendance des républiques d'Asie centrale et du Caucase, le bassin de la Caspienne est l'objet d'attention soutenue de la part des compagnies pétrolières américaines anglaises et même françaises. et des gouvernements. Le problème est que, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan, voire dans une mesure moindre l'Ouzbékistan, sont totalement enclavés. Ils sont donc confrontés au problème de l'écoulement de leurs productions sur le marché international.

L'Etat ou les Etats par lesquels transiteront ces hydrocarbures y trouveront un double avantage : d'une part ils profiteront d'importantes retombées économiques mais surtout ils assureront un rôle d'influence majeure. Dans ce contexte il existe une forte concurrence d'intérêts entre la Russie qui pourrait ainsi proroger son influence traditionnelle et l'Iran qui

pourrait réinvestir le club des puissances régionales. Fait assez surprenant, cette concurrence n'est pas exacerbée en raison du danger commun représenté par le projet américain d'oléoduc Bakou-Ceyhan (Turquie).

L'option iranienne, de loin la moins coûteuse est confrontée à un double handicap :

-acheminant le pétrole, via l'Iran, jusqu'au Golfe persique, elle renforce la dépendance mondiale vis à vis de cette région à haut risque,

-elle heurte la politique traditionnelle des Etats-Unis d'Amérique.

Il ne faut pas négliger les ouvertures possibles entre les administrations iraniennes et américaines dont les élites conviennent d'intérêts communs, mais les deux Etats sont bridés par l'aspect déclamatoire de leur opposition. Les récents accords de fin 2002 entre la Russie et les Etats-Unis sur l'évacuation du pétrole kazakh vers Mourmansk en lieu et place du pipeline vers la Chine redonne ses droits à la grande politique.

L'Iran et la Russie sont condamnés à un minimum de coopération, ce qui correspond à leur diplomatie traditionnelle. Pourrait donc s'instaurer un vaste accord tacite, où les américains seraient les garants des petits Etats de la région, tandis que l'Iran et la Russie assieraient leur position géopolitique et profiteraient d'importantes retombées économiques.

L'oléoduc sous-marin Bakou – Neka permettrait d'exporter 370000 barils par jour de l'Azerbaïdjan vers l'Iran. Le pétrole est alors utilisé par les Iraniens qui exportent une quantité équivalente de leur pétrole au bénéfice des pays fournisseurs. La construction de cet oléoduc est aisée, il ne traverse pas les zones de guerre et renforce la position régionale de l'Iran. Cette technique du « swap » doit aussi entraîner une amélioration des capacités de raffinage des raffineries de Téhéran, Arak et Tabriz jusqu'à 800000 barils/jour.

Les Etats-Unis et le pétrole africain

Le Golfe de Guinée est riche en pétrole et plus stable que le Moyen-Orient; c'est une région de haut intérêt stratégique pour les Etats-Unis. Ils pensent y installer une base militaire. Au moment même où ils s'implantent dans le Golfe Persique, les Etats-Unis mènent une autre bataille stratégique en silence, dans un autre golfe, à quelques milliers de kilomètres de là, plus exactement dans le Golfe de Guinée, leur futur point d'appui en Afrique occidentale. Riche en pétrole, plus facile à contrôler du point de vue politique, cette région suscite des convoitises croissantes de la part de l'administration américaine.

Tout a commencé au lendemain du 11 septembre 2001, quand de nombreuses voix demandaient une diminution de la dépendance énergétique vis-à-vis de l'Arabie Saoudite, pays dont provenaient 13 des 19 terroristes suicidaires qui ont commis les attentats de New

York et Washington. Une conférence, organisée le 25 janvier 2002 par l'"Institute for Advanced Strategic and Political Studies" (IASPS) ouvre la danse; l'IASPS est un "think tank", dont le siège se trouve à Jérusalem, dont l'objectif est de bétonner l'alliance entre les "faucons" du Likoud et les extrémistes néoconservateurs qui ont désormais la cote au Pentagone. Le colloque s'est tenu dans le siège de Washington de l'IASPS et y ont participé de nombreux fonctionnaires de l'administration, des membres du Congrès, des responsables de sociétés pétrolières américaines et les ambassadeurs de presque tous les pays producteurs de brut sur le continent noir. L'allocution d'ouverture fut prononcée par Walter Kansteiner, à l'époque sous-secrétaire d'Etat en charge des questions africaines. Il a déclaré, sur un ton solennel, que le pétrole sub-saharien constituait désormais "un intérêt stratégique pour les Etats-Unis".

A la fin des travaux, les congressistes ont décidé de former un "Groupe d'initiative sur la politique pétrolière africaine", l'AOPIG, soit "African Oil Policy Initiative Group". Il s'agit d'un véritable lobby qui s'est formé là, sans craindre les conflits d'intérêts, et où se trouvent réunis des responsables de l'administration Bush, des représentants du Congrès, des sociétés pétrolières, des sociétés d'investissement et des consultants internationaux. Ce lobby est dirigé par Paul Michael Whibey, membre en vue de l'IASPS, convaincu de la nécessité d'abandonner le pétrole du Moyen Orient parce qu'il sert à financer les ennemis d'Israël. L'AOPIG s'est ensuite présenté au grand public par le truchement d'un "livre blanc" intitulé "African Oil, A Priority for US National Security and African development" ("Le pétrole africain : une priorité pour la sécurité nationale des Etats-Unis et pour le développement de l'Afrique"). Ce texte pose comme objectif de faire passer l'idée, auprès des dirigeants américains, que l'Afrique occidentale, jusqu'ici négligée, doit devenir une zone de première importance dans la hiérarchie des intérêts américains. Pour atteindre cet objectif, l'IASPS n'est nullement isolé; à peine quatre jours après le colloque de Washington, l'influent "Council on Foreign Relations" organise un séminaire dont l'inspiration est similaire : "La riposte de l'Amérique au terrorisme : gérer les profits du pétrole africain dans un climat global mouvant".

Le "climat global mouvant" impose, disaient-ils, un redressement et une rupture que l'administration américaine, dominée par les pétroliers, imprimera lentement mais sûrement à son propre agenda. En rendant publiques, au mois de mai suivant, les lignes directrices de la politique énergétique nationale, le Vice-Président Dick Cheney déclarait : "*Le pétrole africain, vu sa qualité élevée et son taux réduit de soufre, représente un marché en plein développement pour les raffineries de la côte Est*".

Depuis lors, la présence américaine dans la région s'est soudainement renforcée. En juillet 2002, une délégation l'AOPIG a visité le Nigéria, où elle s'est entretenue avec le Président Olusegun Obasanjo pour chercher à le convaincre de la nécessité de sortir de l'OPEP et de se soustraire à ses mécanismes de contrôle de la production et des prix. Au cours du mois de septembre suivant, Colin Powell s'est rendu au Gabon : c'était la première visite d'un secrétaire d'Etat américain dans ce pays. Pendant l'été, Bush débarque au Nigéria, après avoir rencontré à plusieurs reprises à Washington les ambassadeurs des pays d'Afrique occidentale. A la mi-octobre, les Etats-Unis réouvrent leur ambassade à Malabo, capitale de la Guinée Equatoriale, alors qu'elle avait été fermée pendant huit ans. Depuis lors, la Guinée Equatoriale est devenue une véritable colonie américaine.

Tenant compte d'une production quotidienne de 500.000 barils de brut (un par habitant), Bush n'a eu aucun scrupule à renouer des contacts avec le dictateur guinéen Teodoro Obiang, que la CIA décrivait pourtant comme "un dirigeant sans foi ni loi qui a saccagé l'économie nationale". Aujourd'hui, les deux tiers des concessions pétrolières de la Guinée sont aux mains des sociétés américaines et les gisements sont défendus par des garde-côte formés par une société privée, la Military Professional Resources Inc, dirigée par d'anciens officiers du Pentagone.

Plus au Nord, les activités américaines ne sont pas de moindre envergure: en l'espace d'une année, en un temps record, s'est achevée la construction d'un oléoduc d'un peu plus de 1000 km, partant de Doba, dans le Sud du Tchad, pour aboutir à la ville côtière de Kribi au Cameroun; il devrait acheminer 225.000 barils de brut par jour. Cet oléoduc a coûté 3,5 milliards de dollars et a été inauguré le 10 octobre 2003. Son financement provient d'un consortium américain et malaisien, comprenant les trois principales multinationales du pétrole : ExxonMobil, Chevron Texaco et Petronas. La construction a également bénéficié de fonds provenant de la Banque mondiale.

Cette frénésie est pleinement justifiée : les données sur les potentialités énergétiques de l'Afrique occidentale sont pourtant peu impressionnantes. Les réserves certaines sont aujourd'hui de quelque 24 milliards de barils. Mais le rythme auquel on découvre de nouveaux gisements fait dire aux experts qu'en réalité les pays riverains du Golfe de Guinée possèderaient plus de 100 milliards de barils. La production, qui atteint aujourd'hui 4 millions de barils par jour (quantité équivalente à la production quotidienne du Mexique, du Venezuela et de l'Iran) devrait augmenter considérablement et atteindre, selon des prévisions réalistes, le niveau de 10 millions de barils par jour d'ici à 2010.

Le Golfe de Guinée devrait bientôt fournir 15% des importations américaines de brut, soit la quantité qu'ils importent aujourd'hui d'Arabie Saoudite. Ensuite, selon les projections effectuées par divers analystes, ce chiffre devrait atteindre les 20% en deux ou trois années à peine.

Les avantages du brut du Golfe de Guinée sont importantes et diverses : les coûts de transport sont beaucoup moindres, vu la proximité relative des côtes américaines. L'instabilité politique y est de moindre ampleur. L'OPEP y exerce une influence mineure (parmi tous les producteurs de la région, seul le Nigéria en fait partie et décidera un jour d'en sortir, comme l'a fait le Gabon). Les pays de la région sont aussi plus réceptifs à l'égard des investissements étrangers. Il n'y a pas là-bas de concurrents politiques et économiques suffisamment aguerris, comme la Russie. La France, avec TotalElfFina, même si elle peut bénéficier des liens politiques et économiques tissés à l'époque coloniale, n'est pas en mesure de faire face aux ressources financières dont disposent les géants américains Chevron et ExxonMobil. Enfin, dernier avantage, incontournable, des nouveaux gisements du Golfe de Guinée : leur position. Ces réserves, en effet, sont, pour l'essentiel "off-shore", donc éloignée de toutes turbulences politiques et sociales éventuelles.

Pour sécuriser et contrôler la région, les Etats-Unis songent à installer un commandement militaire permanent dans le petit archipel de Sao Tomé & Príncipe, lui aussi très riche en pétrole et, de surcroît, position stratégique en plein centre du Golfe. C'est exactement ce que Wihbey entendait réaliser dans un rapport publié à la fin de l'année 2001. Les Etats-Unis s'appêtent à concrétiser le contenu de ce rapport, car, récemment, des experts militaires ont rendu visite à Sao Tomé. En somme, l'avenir de l'Afrique occidentale est bel et bien inscrit dans les directives dictées par l'AOPIG, dont l'idéologie repose sur deux piliers fondamentaux : exploitation et militarisation.

33- Les priorités de la politique énergétique américaine au début 21^{ème} siècle

« Les Etats-Unis doivent concilier l'accroissement de leur production d'énergie avec l'utilisation des d'énergies non polluantes et à rendement élevé en formant des partenariats internationaux, en développant et en diversifiant leur approvisionnement, ainsi du'en encourageant la concurrence et l'adoption d'une politique judicieuse au niveau national. Les nouvelles technologies qui promettent de changer la façon dont on produit et consomme l'énergie sont au cœur même des ses efforts. » Cette déclaration du président Bush qui rendait une visite très symbolique à une usine d'accumulateurs pour voitures hybrides au début de l'année 2006, montre la détermination des Etats-Unis d'en finir avec sa dépendance énergétique vis-à-vis du pétrole.

Le déclin de l'ère du pétrole est annoncé par les spécialistes pour l'année 2050. La communauté internationale devra donc déployer pendant des décennies des efforts soutenues pour relever les défis énergétiques mondiaux. Etant donné que le marché américain est le plus vaste de la planète dans un système énergétique mondial de plus en plus intégré, les Etats-Unis influencent le cours des événements et sont influencés par eux.

Conscient des tensions croissantes dans le domaine de l'énergie, surtout après l'embourbement en Irak, le président Bush a cherché à élaborer une politique énergétique équilibrée susceptible d'aider le secteur privé ainsi que que les gouvernements des Etats fédérés et les administrations locales à promouvoir pour l'avenir une production et une distribution d'énergie fiables, bon marché et respectueuses de l'environnement ».

Les dernières prévisions de l'Administration fédérale de l'information sur l'énergie (AIE) donnent une image très claire des problèmes énergétiques que l'avenir réserve aux Etats-Unis. En dépit des progrès techniques constants, on prévoit que la consommation totale d'énergie passera de 98 000 trillions de BTU en 2002 à 136 000 trillions de BTU en 2025. Du fait de la lenteur de la croissance de la production d'énergie, il est probable que les importations nettes d'énergie devraient représenter plus du tiers de la demande américaine en 2025 au lieu du quart actuellement.

Une majeure partie de l'énergie importée par les Etats-Unis est constituée par le pétrole, et on s'attend à ce que l'OPEP, soit la principale source d'approvisionnement marginal qui permettra de faire face à la demande croissante de pétrole. Il est prévu que la production de l'OPEP aura doublé d'ici 2025.

Dans une hypothèse d'une augmentation de 3% par an du produit intérieur brut américain pendant la même période, la demande totale des Etats-Unis pourrait passer de 20 à 28 millions de Barils par jour. En conséquence, les importations américaines de pétrole, principalement en provenance des pays du Golfe Persique pourraient s'élever à 70%. En outre, comme la croissance de la capacité de raffinage est limitée du fait de la réglementation en vigueur et de la conjoncture, les produits raffinés devraient constituer une part croissante de ces importations et atteindre 20% des importations nettes totales d'ici à 2025.

Bien que la majeure partie de l'approvisionnement américain en gaz naturel puisse actuellement être actuellement assuré en Amérique du Nord, là aussi la tendance veut qu'une part croissante du gaz importé provienne de pays situés en dehors du continent américain. Même avec un accroissement accéléré de l'efficacité énergétique, les Etats-Unis continueront à dépendre fortement des importations d'énergie pour satisfaire les besoins futurs du pays.

Ces tendances font clairement ressortir la nécessité d'une planification à long terme pour assurer la sécurité énergétique. La politique nationale de l'énergie fait appel à un

ensemble varié de sources pour accroître la source énergétique des Etats-Unis, la compétitivité économique et le respect de l'environnement. Selon les responsables politiques, la sécurité énergétique ne consiste pas simplement à assurer l'approvisionnement à court terme. Un accès fiable à des services énergétiques à un prix abordable, non polluants et à des rendements très élevés est également indispensable à la croissance et au développement économiques.

L'approche américaine en matière de sécurité énergétique est guidée par les principes suivants :

- la conciliation l'accroissement de la production avec un nouvel accent sur l'utilisation des sources d'énergie propre et à rendement élevé.
- L'amélioration des rapports diplomatiques et économiques avec les pays producteurs et les autres grands consommateurs.
- le développement et la diversification des sources d'approvisionnement
- l'encouragement la prise de décision fondées sur la concurrence et l'efficacité
- l'amélioration e l'encouragement de la recherche scientifique et technologique dans le domaine de l'énergie.

L'obtention d'un approvisionnement énergétique fiable et durable exigera l'adoption de systèmes énergétiques de pointe. C'est pourquoi l'un des aspects fondamentaux de la politique énergétique américaine est un ensemble de nouvelles technologies qui promettent de modifier fondamentalement la conception actuelle de la production et la consommation de l'énergie en général du pétrole en particuliers. Un partenariat entre le secteur public et le secteur privé est également nécessaire pour promouvoir ce secteur.

Comblent l'écart entre l'offre et la demande

Une politique énergétique équilibrée et de vaste portée est indispensable à la stabilité à long terme de la sécurité économique des Etats-Unis. L'accroissement de la production intérieure à partir de sources énergétiques classiques comme le pétrole et le gaz naturel est manifestement un aspect important des mesures prises par le pays pour réduire ses importations. Toutefois, les Etats-Unis doivent mettre davantage à profit un ensemble d'autres sources d'énergie dont le pays dispose.

L'initiative « FreedomCAR and Hydrogen Fuel » du président Bush constitue une véritable promesse dans ce sens. L'Hydrogène peut être produit à partir d'un grand nombre de sources existant aux Etats-Unis, qu'il s'agisse des énergies renouvelables, des combustibles fossiles ou du nucléaire et peut affranchir le pays de son dépendance à l'égard du pétrole de l'étranger. Cette initiative représente un engagement vers une économie basée sur l'hydrogène comme principale source d'énergie en remplacement au pétrole. Elle a déjà suscité un grand

enthousiasme dans le secteur énergétique chez les constructeurs d'automobiles. Au cours des cinq prochaines années, les Etats-Unis projettent de consacrer 1,7 milliards de dollars à des programmes visant à surmonter divers obstacles techniques et économiques à la mise au point et à l'utilisation dans l'industrie automobile, de l'hydrogène, de la pile à combustible et d'autres technologies de pointe. La commercialisation des premiers véhicules équipés d'une pile à combustible, la production d'hydrogène et la mise en place d'une infrastructure de distribution de ce combustible pourraient avoir lieu d'ici à 2025 et des véhicules fonctionnant à l'hydrogène pourraient faire leur apparition avant 2020. Les analystes pensent qu'en 2040, l'hydrogène pourrait remplacer plus de 11 millions de barils de pétrole par jour, soit pratiquement la quantité importée actuellement par les Etats-Unis.

Accroître la diversité de l'approvisionnement

Pour maintenir leur sécurité énergétique, les Etats-Unis accroissent et diversifient les formes d'énergie qu'ils importent ainsi que leurs sources. Ces efforts sont facilités par les nouvelles possibilités qui s'offrent d'accroître les investissements, les échanges, la prospection et le développement bien au-delà des limites des marchés énergétiques classiques. Les Etats-Unis cherchent à diversifier leur approvisionnement et à encourager l'exploitation de nouvelles sources d'énergie dans le continent américain, en Russie, dans le bassin de la mer Caspienne et en Afrique, comme cela a été démontré dans la deuxième partie de cet essai. Dès 2002, le gouvernement Bush a lancé un programme de coopération avec la Russie pour l'aider à améliorer les conditions nécessaires, en matière de réglementation et d'investissement, à l'accroissement de sa production et au développement de son infrastructure dans ce domaine.

Les Etats-Unis renforcent également leur dialogue avec les principaux pays producteurs et consommateurs pour suivre l'évolution du marché et pour réagir aux perturbations de l'offre et la flambée des prix de pétrole. Ils continuent à participer au forum international sur l'énergie, groupe multilatéral de pays producteurs et consommateurs de pétrole qui s'emploie principalement à améliorer la régularité de parution et l'exactitude des données qui guident le marché du pétrole.

Ils collaborent étroitement avec les principaux pays consommateurs pour remédier aux problèmes communs. Les membres du G8 réunis à Detroit en 2002 ont réaffirmé l'importance du maintien et de la consolidation des stocks d'urgence de pétrole et ont décidé de collaborer pour encourager les investissements dans le secteur de l'énergie. En 2003, les dirigeants du Forum de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) ont adopté un plan proposé par les Etats-Unis afin de définir les meilleures pratiques concernant le commerce de gaz naturel liquéfié et les réserves stratégiques de pétrole, de financer la production d'énergies

non polluantes, de mettre en place l'infrastructure d'une économie fondée sur l'hydrogène et de coopérer au sujet du méthane hydraté.

Renforcer la coopération technique internationale

La collaboration internationale est également un élément essentiel de la stratégie américaine dans le domaine de la technologie. L'expérience a montré aux Etats-Unis que les partenariats internationaux bien conçus peuvent enrichir considérablement la somme des connaissances humaines et faciliter la mise au point et la commercialisation de nouvelles technologies. Ces partenariats internationaux aident à accroître les ressources et la base de connaissances ainsi que les débouchés des technologies énergétiques de pointe.

Créée à l'initiative du président Bush lui-même, le Multilateral Carbon Sequestration leadership Forum a pour mission d'établir un cadre de coopération internationale sur les technologies de séquestration du carbone.

Les Etats-Unis s'intéressent également à l'énergie nucléaire en tant que source d'énergie. Le programme Generation IV International Forum du ministère de l'énergie, auquel participe une dizaine de partenaires étrangers, porte sur la conception de nouveaux réacteurs à fission sans danger, fiables et économiques susceptibles de produire de nouveaux combustibles comme l'hydrogène. Dès 2003, le président Bush a annoncé que les Etats-Unis s'associeront au projet du réacteur thermonucléaire expérimental international (ITER), pour l'exploitation de la fusion nucléaire en tant que source future d'énergie. Malgré d'énormes problèmes techniques la fusion nucléaire est très prometteuse.

Stratégie pour les situations d'urgences

Toutes ces activités visent à assurer un approvisionnement énergétique fiable et à un prix abordable au plus grand marché d'énergie du monde. Mais les Etats-Unis sont conscients de l'importance que revêt la protection contre l'éventualité d'une grave perturbation de l'offre. Dès le début, le gouvernement a réaffirmé l'importance du maintien d'importantes réserves stratégiques de pétrole. Juste après les attentats du 11 septembre 2001, le président américain a donné l'ordre de porter le volume de ces réserves à 700 millions de barils.

Les Etats-Unis sont également un membre actif de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) dont les 26 pays membres se sont engagés à maintenir des réserves pétrolières d'urgence et à prendre des mesures efficaces communes pour faire face aux situations d'urgence en matière d'offre. L'ensemble des stocks de pétrole des membres de l'AIE atteignent actuellement près de 4 milliards de barils, dont une quantité de 1,4 milliards est sous le contrôle directs des Etats membres et le reste entre les mains des sociétés pétrolières.

Conclusion

Les Etats-Unis ont été les premiers à faire un usage commercial du pétrole. Ils ont été les premiers à l'utiliser comme combustible pour les machines et les véhicules de tous types. Leurs technologies ont permis d'en faire des milliers de produits de grande consommation. Le pétrole a fait la fortune des Etats-Unis, soit en l'exploitant chez eux, soit en allant l'extraire dans divers endroits pétrolifères dans le monde. Le pétrole a fait du Golfe persique une chasse gardée où toute intrusion est traitée par les armes. Il a été au cœur de la politique intérieure et extérieure des Etats-Unis. Leur formidable puissance s'est appuyée en partie sur l'or noir. Leurs victoires au cours des grandes guerres ont été acquises grâce au pétrole.

Les dirigeants de la Maison Blanche se succèdent avec chacun sa propre vision de la politique économique et la politique étrangère des Etats-Unis. Mais ils semblent tous avoir le même programme lorsqu'il s'agit du pétrole. Le lobby pétrolier est tellement puissant qu'il arrive à placer ces représentants dans chaque gouvernement de manière à avoir le dernier mot lorsqu'il s'agit de la politique énergétique du pays.

Le jeu de la puissance a commencé avec les sociétés de pétrole américaines et anglaises qui se sont livrées une bataille sans merci durant la première moitié du XXème siècle avant de voir les Etats entrer en jeu pour, soit épauler ces sociétés soit imposer leur volonté à des pays qui contestent leur suprématie sur les sources du pétrole.

Les américains ont joué à ce grand jeu de puissance et ont pratiquement toujours gagné. Leurs sociétés se taillent la part du lion dans les plus grandes concessions du pétrole du monde. Ils sont dans le Golfe persique, en Amérique Latine, en Alaska et se tournent maintenant vers le pétrole de l'Afrique et de l'Asie centrale.

Le prix du baril de pétrole dépassera probablement les 70\$ au cours de l'année 2006. La demande américaine ne cessera d'augmenter au fil du temps. Le réveil de la Chine, de l'Inde et du Brésil ne fera qu'accentuer le problème. Il s'agit maintenant pour eux de durcir le jeu afin d'assurer leur sécurité d'approvisionnement. Leur politique étrangère continuera donc de considérer le pétrole comme une denrée hautement stratégique et ne permettra probablement pas aux autres nations de mettre en péril le flux qui alimente leur économie.

Ils élaboreront certainement une stratégie à long terme pour continuer de bénéficier d'un approvisionnement constant et avec des prix supportables pour leur économie. Ils n'auront probablement pas de scrupules ni d'alliés lorsqu'ils sentiront que ce flux est réellement menacé.

Bibliographie

Ouvrages :

- USA échec et mat, Général Henri Paris, LAFFONT Paris 2004
- Les Etats-Unis et le monde : rapport de puissance (1898-1998), Annie Zwang, ELLIPSES, Paris 2000
- La vraie guerre, Richard Nixon, ALBIN MICHEL, New York, 1980
- Golfe clefs pour une guerre annoncée, Alain Gresh et Dominique Vidal, LE MONDE EDITIONS, Paris 1991
- Les Etats-Unis d'aujourd'hui, André Kaspi, EDITIONS PERRIN, 2004
- Encore un siècle américain, Nicolas Guyatt, EDITIONS ENJEUX PLANETES, Tunis 2002
- La guerre du Golfe et l'avenir des Arabes, CERES, Tunis 1991

Encyclopédies

- Encyclopédie Wikipédia
- Encyclopédie Universalis 2005
- Encyclopédie Encarta 2005
-

Sites internet

- www.monde-diplomatique.fr
- www.ptb.be/international/article
- www.amidelaterre.org
- www.cafe-geo.net
- www.lintelligent.com
- www.lemonde.fr
- www.diplomatie.gouv.fr
-